

# LE SUD-OUEST VEUT VIVRE

(Pages 6 et 7.)

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 239. — 8 MAI 1965

## S<sup>t</sup>-DOMINGUE:

L'AMÉRIQUE LATINE

SERA-T-ELLE VICTIME

DU CHANTAGE A

LA PEUR DES U.S.A. ?

(Page 3)



(Photo Tribune.)

Juan Bosch (ci-contre), ou la difficulté d'être libéral en Amérique latine.



(Photo A.D.P.)

## Meeting du P.S.U.

- Contre les agressions américaines au Vietnam et à Saint-Domingue
- Contre le nationalisme gaulliste - Contre la force de frappe
- Pour une Europe Socialiste désengagée des blocs militaires

sous la présidence de

Daniel MAYER

Claude BOURDET - Harris PUISAIS

Pierre NAVILLE - Gilles MARTINET

**TOUS à la MUTUALITÉ - JEUDI 13 MAI à 21 heures**

### RÉUNIONS ET MEETINGS DU P S U

Après les municipales et avant l'élection présidentielle, le Bureau national a proposé aux sections et fédérations l'organisation de meetings et réunions, au cours desquels les orateurs nationaux du parti préciseront les positions du P.S.U.

- Vendredi 7 mai .... CHATEAUXROUX, avec Marc Heurgon.  
LE HAVRE, avec Pierre Beregovoy.
- Samedi 8 mai ..... FIGEAC, avec Marc Heurgon et Gérard Denecker.
- Mercredi 12 mai ... CASTRES, avec Edouard Depreux et Harris PUISAIS.
- Vendredi 14 mai ... BEAUVAIS, avec Gilles Martinet.
- Samedi 15 mai .... VANNES, avec Marc Heurgon.  
MOURENIX et PAU, avec Gilles Martinet.
- Dimanche 16 mai .. BAYONNE et NAY, avec Gilles Martinet.  
LORIENT, avec Marc Heurgon.
- Mercredi 19 mai .. SAINT-OMER, avec Edouard Depreux.  
STRASBOURG, avec Gilles Martinet.
- Jeudi 20 mai ..... NICE, avec Gilles Martinet.  
SALINS, avec Marc Heurgon.
- Vendredi 21 mai .. MARSEILLE, avec Gilles Martinet.  
DOLE, avec Marc Heurgon.
- Samedi 22 mai .... TOULON, avec Gilles Martinet.

### CONFRONTATIONS ET DÉBATS ORGANISÉS PAR LE P S U

MARDI 11 MAI, à 21 HEURES  
Théâtre de Plaisance, 111, rue du Château, PARIS (14<sup>e</sup>)  
Débat public entre

**Maurice DUVERGER et Georges SERVET**

*L'élection de Grenoble et les perspectives de renouvellement de la Gauche*  
sous la présidence de

**Robert VERDIER**

VENDREDI 21 MAI 1965, 18 h. 30  
salons Pélissier, place Jean-Jaurès, MARSEILLE

Le Parti Socialiste Unifié et le Regroupement des Socialistes et Démocrates de Gauche invitent les socialistes marseillais à un large débat public sur

- les enseignements des Municipales,
- l'élection présidentielle,
- le renouveau socialiste et l'unité de la Gauche.

avec

**Daniel MATALON**  
Conseiller général et Député  
des Bouches-du-Rhône

**Gilles MARTINET**  
Membre du Bureau national  
du P.S.U.

Abonnez-vous à "Tribune-Socialiste"

### Pour que l'O.R.T.F. soit vraiment un service national public

Malgré la création de l'O.R.T.F. qui aurait dû, en principe, donner à la Radio-Télévision son autonomie et en faire un véritable service public, l'Etat continue à exercer dans ce domaine un contrôle et une direction sans partage. Par la pression et la surveillance constantes qu'il exerce, le gouvernement oriente la présentation et le contenu de l'information quotidienne.

La liberté d'expression n'est pas mieux respectée que la vérité : les grèves, les manifestations politiques, laïques ou syndicales, comme l'interdiction arbitraire de certaines émissions fournissent presque quotidiennement l'expérience irritante et dangereuse de cette injustice.

La liberté d'expression artistique n'a guère plus de chance comme vient de le prouver la dernière grève des réalisateurs de télévision.

Tout récemment, la suppression de l'émission « La Caméra explore le temps » a marqué une nouvelle étape. A l'arbitraire de la décision s'ajoute la volonté délibérée — on peut du moins le craindre — d'écarter de la radio et de la télévision tous les hommes qui manifestent quelque indépendance et quelque talent créateur, d'éliminer tous les sujets qui peuvent amener les auditeurs et les spectateurs à une réflexion sur les grands problèmes, fût-ce au prix d'un cer-

tain choc et d'une certaine passion.

L'A.L.E.R.T.E. (Association pour la liberté d'expression à la Radio et à la Télévision) se propose de lutter par tous les moyens pour que l'opinion prenne conscience de ce danger et en écarte la menace, par de nombreux communiqués, par une lettre à M. Vladimir d'Ormesson, par l'étude du problème de la publicité, par une conférence de presse en date du 26 avril, et tout récemment par une lettre auprès des Présidents des groupes parlementaires à l'occasion du débat sur l'orientation politique de l'O.R.T.F., elle a dénoncé la mainmise du pouvoir sur ce puissant moyen d'information, ainsi que la dépersonnalisation des programmes.

Il n'est donc pas possible, sans fausser le jeu d'une véritable démocratie de laisser entièrement entre les mains de l'Etat, sans réagir, un instrument aussi puissant sur les esprits et sur les consciences que la radio et la télévision.

L'A.L.E.R.T.E. appelle donc tous les auditeurs et téléspectateurs à se grouper pour dénoncer les insuffisances dans la qualité des programmes, les faiblesses, les erreurs et les falsifications de l'O.R.T.F. pour en montrer les raisons profondes et pour en trouver les remèdes.

#### Adhésions et renouvellements

|                          |      |
|--------------------------|------|
| Membre actif .....       | 3 F  |
| Membre bienfaiteur ..... | 30 F |

Le chèque de virement tient lieu de bulletin d'adhésion.

Si un comité existe dans votre département (voir liste ci-dessous), libellez le chèque à l'ordre du C.C.P. de votre comité départemental.

S'il n'existe pas de comité départemental, libellez le chèque à l'ordre de :

A.L.E.R.T.E., 3, rue Récamier, 21-044-11, Paris.

#### Liste des Comités départementaux constitués

**Ain** : 42, rue Charles-Robin, Bourg-en-Bresse, C.C.P. 2417-48 Lyon. — **Allier** : 3, avenue Victor-Hugo, Moulins, C.C.P. 1313-01, Clermont-Ferrand. — **Alpes-Maritimes** : 24, rue Cafarelli, Nice. — **Calvados** : 1, rue Grusse, Caen, C.C.P. 171-68 L. Rouen. — **Côte-d'Or** : 2, rue Claude-Bernard, Dijon, C.C.P. 2234-56 Dijon. — **Charente-Maritime** : 40, rue de la Pépinière, La Rochelle, C.C.P. 1855-43, Bordeaux.

**Hérault** : 8, avenue Bouisson-Bertrand, Montpellier, C.C.P. 1527-51 Montpellier. — **Loire** : 29, rue Léon-Nantin, Saint-Etienne, C.C.P. 842-28 Lyon. — **Lozère** : B.P. 16 Mende, C.C.P. 1313-54 Clermont-Ferrand. — **Manche** : 5, boulevard de la Dollée, Saint-Lô, C.C.P. 2215-15 Rouen. — **Nièvre** : chemin des Senets, Nevers, C.C.P. 843-25 Dijon. — **Bas-Rhin** : 13, rue La Croix, Strasbourg, C.C.P. 1575-91 Strasbourg. — **Haut-Rhin** : 28, rue Principale, Ranspach-le-Bas, par Hegenheim, C.C.P. 1553-26 Strasbourg.

**Seine-et-Oise** : 76, rue Faubourg-Poissonnière, Paris-11<sup>e</sup>, C.C.P. 22.076-04, Paris. — **Vosges** : 4, quai des Bons-Enfants, Epinal, C.C.P. 1592-15 Nancy. — **Tarn-et-Garonne** : M. Blare, Saint-Loup par Auchillat. — **Lot-et-Garonne** : M. Dine, impasse Durrens, Agen. — **Deux-Sèvres** : 13, rue du Faisan, Niort, C.C.P. 1485-07 W Limoges. — **Haute-Marne** : M. Cardinal, 49, rue

Robespierre, Chaumont, C.C.P. 1135-05 A Châlons-sur-Marne. — **Bouches-du-Rhône** : Fédération des œuvres laïques, 29, rue Mazagran, Marseille-1<sup>er</sup>.

#### NAISSANCE

On nous fait part de la naissance de Robert Darmon, fils de nos camarades Gilbert et Françoise Darmon, de la section Antony-Résidence, petit-fils de notre camarade Pierre Bassan, membre du C.N.P., et de Madame Bassan, secrétaire nationale du Club des Jacobins.

« T.S. » présente à nos jeunes camarades et à leurs parents ses sincères félicitations.

#### Avis à nos camarades et sympathisants

● Nous tenons à préciser que l'abonnement au « Courrier du P.S.U. » est de 10 F (dix et non pas six) les dix numéros.

● Les fiches de Formation numéros 3 et 4 sont épuisées. Il faut donc attendre l'annonce de leur réédition pour passer commande.

● La fiche de Formation n° 16 n'est pas encore sortie. Les commandes passées ont été enregistrées. Les envois seront faits dans une quinzaine de jours.

# De l'escalade à l'engrenage

LES événements de Saint-Domingue se succèdent avec une telle rapidité que nous ignorons quel sera le degré d'actualité de cet article quand il paraîtra.

Ou bien la thèse initiale du département d'Etat selon laquelle « il s'agissait de prévenir l'établissement d'un régime communiste en République dominicaine » l'emportera, et dans ce cas l'assimilation faite hier entre Juan Bosch et les éléments communistes et castristes sera maintenue: le pouvoir restera entre les mains des factieux militaires de la junte. Ou bien cette thèse sera formellement démentie, d'une part par la volonté populaire de continuer à soutenir les révolutionnaires, d'autre part par les démarches et initiatives de la délégation de l'O.E.A. et les révolutionnaires prendront le pouvoir pour le compte de Juan Bosch.

De toute manière, on ne retiendra de l'intervention américaine que l'ingérence colonialiste dans le premier cas ou l'échec politique dans le deuxième cas.

Nous estimons pour notre part que les U.S.A. viennent de commettre une fois de plus une lourde faute dans leur politique vis-à-vis de l'Amérique latine.

Et chaque fois la raison est la même. Les U.S.A. ne peuvent tolérer qu'un pays d'Amérique latine conteste leur quasi-protectorat. Pour eux, toute l'Amérique latine est située dans la zone de défense des U.S.A. et rien ne doit s'y dérouler qu'ils n'inspirent ou contrôlent.

Depuis l'indépendance de Cuba le schéma s'est encore simplifié. Qui n'accepte pas de jouer la carte du néo-colonialisme yankee est un communiste.

Cette naïve simplification est déjà une erreur. On ne peut pas, en Amérique latine, assimiler au mouvement communiste tous les groupements d'inspiration nationaliste qui se retrouvent dans l'opposition aux différents régimes.

Les U.S.A. ont toujours imposé ou soutenu au pouvoir les gouvernants qui leur permettaient de continuer leur politique de tutelle économique. Peu leur importait que ceux-ci deviennent des dictateurs sanguinaires ou des exploiters de la misère populaire.

Contre ces régimes, luttèrent d'abord les libéraux et démocrates issus le plus souvent des milieux intellectuels et bourgeois.

Aux plus dociles ou aux plus naïfs, les U.S.A. confièrent alors le Pouvoir.

Mais la misère des classes ouvrières et paysannes n'a fait qu'augmenter sans cesse le nombre des opposants à ces régimes autorisés.

Et à part les nantis qui ont force et argent, l'ensemble des travailleurs de chaque pays d'Amérique latine est hostile à toute politique de dépendance avec les U.S.A.

Cela ne veut pas dire qu'ils haïssent les Américains. Non, souvent ils réagissent avec la déception de ceux qui ont eu confiance et qui ne croient plus. Mais ils sont presque tous plus nationalistes que socialistes ou communistes.

A la recherche de la liberté et de la dignité, ils agissent d'abord pour supprimer les régimes de contrainte. C'est le sens de la lutte armée particulièrement en Colombie. Ce fut le sens de la lutte de Fidel Castro à Cuba.

Cela les U.S.A. ne l'ont jamais compris ni accepté. Pour eux, « le dollar » prime le droit. Alors leurs réactions sont naïves ou violentes.

Prenons Cuba: les U.S.A. ne comprennent pas encore ce qui leur est arrivé. Ils espéraient un Castro, maquisard mais bourgeois, révolutionnaire mais conciliant. Ils eurent un Castro fidèle à ses principes de réelle indépendance. Ils furent pris de vitesse.

Depuis, ils rêvent de reconquête; mais celle-ci étant « internationalement » difficile, ils ne cessent de présenter Castro comme un « vendu aux communistes ». Ils devraient pourtant savoir que cette campagne ne prend plus aussi facilement auprès des populations des divers pays latino-américains. Celles-ci sont attentives à l'équilibre politique maintenu par Castro, à sa volonté de construire un socialisme plus latin que soviétique ou chinois et elles attendent pour le juger de pouvoir apprécier les résultats d'une telle politique (aussi bien sur le plan économique et social que sur le plan culturel).

C'est du reste à ce moment-là seulement qu'on pourra savoir si le « castrisme » prend une nouvelle expansion sur le continent sud-américain.

Mais les U.S.A. se sont bien juré de ne jamais tolérer un deuxième castrisme. Même si pour cela ils doivent intervenir militairement.

A Saint-Domingue ils ont eu peur. Alors 15.000 « Marines » ont débarqué. L'avertissement est valable pour tout pays qui aurait la moindre velléité de remettre en cause la « présence » américaine.

Le président Johnson n'a pas fait grand cas des chefs d'Etat du Chili, du Pérou, du Venezuela. Ceux-ci savent désormais à quoi s'en tenir. Ou bien ils marcheront au pas, ou on les remplacera. Ces hommes viennent de perdre la face vis-à-vis d'eux-mêmes. Comment pourront-ils demain justifier leur politique d'intermédiaires libéraux... et libres?

Dans tous les cas ce sont les hommes et les groupes de l'opposition qui pourront, à terme, tirer le plus grand profit de cette invasion de Saint-Domingue. Elle leur montre que leur lutte sera longue et dure. Et qu'ils auront besoin de la solidarité internationale en plus de la volonté unanime de leurs peuples.

Pour notre part, nous nous élevons avec force contre cette intervention et nous en dénonçons le caractère colonialiste.

Mais nous ne pouvons taire notre inquiétude quant au développement de la politique américaine.

De plus en plus il semble que la stratégie du président Johnson soit d'accepter la possibilité d'un conflit avec la Chine communiste. Si possible avant 1970, date où on prévoit que les Chinois posséderont un armement atomique. Et le plus tôt possible, compte tenu du fait qu'aucune représaille n'a suivi les attaques et bombardements des U.S.A. au Vietnam du Nord.

Ceci explique l'aggravation du conflit vietnamien. Les U.S.A. pouvant aller jusqu'à bombarder les usines atomiques de la Chine communiste. Et il est possible que la politique soviétique, face à cette « escalade », ne soit pas tout spécialement le frein suffisant à empêcher un tel conflit.

Tout se passe comme si, assurée de sa supériorité, la puissance militaire américaine avait désormais fait le choix d'un bellicisme délibéré. Par conséquent, aucune diversion ne peut être tolérée, et les « petits conflits » doivent être étouffés dès leur apparition.

Saint-Domingue ne doit en rien gêner le Vietnam.

Les Américains du Pentagone pensent qu'en faisant régner la terreur ils décourageront toutes les tentatives de lutte armée contre les régimes qui soutiennent leur politique.

Il est peut-être possible, qu'en un premier temps, les révoltes soient plus hésitantes. Mais il est inévitable, qu'après un ressaisissement, les luttes continueront sous des formes nouvelles.

Et partout dans le monde, pourraient alors éclater ces « explosions » qui obligeraient les U.S.A. à faire face dans leur isolement, à la volonté des peuples dans la conquête de leurs libertés.

S'il en était ainsi, et nous le craignons, c'est le monde entier qui serait entraîné dans cet engrenage meurtrier. Et partout, la liberté des hommes, leur droit à l'indépendance, leur lutte contre la misère et l'exploitation, seraient remis en question.

Pour lutter contre cela il ne suffit pas de contester la politique américaine à la manière gaulliste en lui opposant une politique nationaliste qui mène « au vide et à la vanité ».

Il faut opposer une politique pouvant rassembler tous les pays soucieux de construire leur indépendance en dehors des blocs militaires, que ce soit en Europe, en Afrique ou en Asie.

Pour cela il faut remettre en question les principes sur lesquels l'Alliance atlantique fonctionne actuellement.

Ce n'est pas une raison parce que de Gaulle parle d'indépendance nationale, pour que le silence se fasse aussitôt et qu'aucune initiative ne soit proposée en politique internationale.

On ne peut nier que les Français soient attentifs à l'évolution du conflit au Vietnam.

On ne peut taire leur condamnation formelle de l'invasion de Saint-Domingue.

Dans ces moments-là, nous ne pouvons que trouver étrange, le silence complice ou les approbations furtives de certains hommes politiques de la gauche française.

Harris Puisais.

## Communiqué du Bureau national du P.S.U.

Le président Johnson fait tout ce qui est en son pouvoir pour démontrer que la politique des « Marines » est désormais celle des Etats-Unis. Il ne renoncera aux actions de force que le jour où il mesurera à quel point cette politique a isolé l'Amérique. C'est pourquoi il faut exprimer avec force la condamnation que portent la grande majorité des Français contre l'agression de Saint-Domingue et les raids aériens au Viet-Nam. Il faut dire très clairement que notre pays, qui a pu mesurer la folie des aventures colonialistes ne saurait se considérer comme l'allié d'un gouvernement qui se refuse encore à reconnaître le droit des petits peuples à disposer d'eux-mêmes.

ANNIVERSAIRE

S.N.E.T

Un congrès positif

Il y a 20 ans les femmes obtenaient les droits civiques

C'est, en effet, le premier gouvernement de la Libération qui accorda aux femmes les droits politiques. Et il s'agissait beaucoup moins d'un acte politique réfléchi et mûri que d'un geste sentimental, du désir du gouvernement de rendre hommage au courage magnifique, au dévouement sans limites d'un nombre considérable de femmes dont la conscience politique s'était puissamment affirmée dans la résistance au nazisme.

Il eût été impensable que l'on continuât de contester aux femmes qui, des années durant, avaient eu le droit d'être jetées en prison et torturées, de mourir dans des camps de concentration, le droit de s'affirmer politiquement dans leur pays redevenu libre.

Les militantes socialistes et communistes, celles des organisations féminines, saluèrent l'événement avec joie; elles virent en lui la promesse de l'apport de forces neuves à l'irréversible mouvement des idées et des choses qui emporte les sociétés vers des transformations radicales.

L'égalité politique avait été le grand rêve, qui ne se réalisait jamais,

l'opinion publique dû au caractère social de son programme, et au rôle de premier ordre joué par plusieurs de ses leaders dans la Résistance.

Les socialistes acquis à la revendication du suffrage féminin ne considéraient évidemment pas celui-ci comme une fin en soi, mais surtout comme un moyen d'appeler les femmes à réfléchir aux problèmes sociaux, à se sentir concernées par les événements politiques, à les amener à prendre conscience de leurs responsabilités dans la marche au progrès, à la justice sociale. Lénine disait déjà qu'il était « impossible d'entraîner les masses dans la politique sans entraîner dans la politique les femmes ». Et il est absolument évident que l'action des masses dans la lutte pour la transformation sociale serait, aujourd'hui encore, beaucoup plus efficace si la participation des femmes y était plus importante.

Depuis qu'elles votent, les femmes ont-elles acquis cette conscience politique à laquelle est subordonné l'exercice judicieux du droit de suffrage? Non, pas plus que les hommes, d'ailleurs, car elles restent, comme eux,

Pendant les vacances de Pâques s'est tenu comme chaque année le congrès du S.N.E.T. (Syndicat National de l'Enseignement Technique) affilié à la Fédération de l'Education Nationale (autonome). Comme les autres syndicats de la F.E.N., le S.N.E.T. est largement majoritaire et les dernières élections aux Commissions administratives paritaires ont confirmé la faible représentativité du S.G.E.N. et du S.N.A.L.

Cette année le congrès avait de graves problèmes à résoudre :

— la réforme Fouchet qui s'attaque directement aux lycées techniques et à la formation des techniciens supérieurs ;

— la poursuite de la grève administrative avec les autres syndicats du second degré : S.N.E.S. et S.N.P.E.N. (écoles normales). Quant à l'action revendicative lancée contre le plan de stabilisation sa poursuite s'avère difficile, comme dans les autres centrales syndicales ;

— fusion avec le S.N.E.S. souhaitée par les militants mais qui se heurte à des difficultés.

Pour la formation des techniciens supérieurs le S.N.E.T. a émit, semble-t-il, la défense catégorielle. Il reconnaît, en accord avec le Syndicat national de l'Enseignement supérieur que la formation des techniciens supérieurs doit lui être reconnu avec toutes les conséquences que cela comporte pour les élèves et pour les maîtres.

Mais le syndicat a insisté sur le moyen de promotion que représente pour les techniciens la formation actuelle et sur le danger du projet Fouchet (la menace la plus préoccupante dans ce domaine étant une mainmise du patronat sur ces formations qui doivent relever de la compétence exclusive de l'Université).

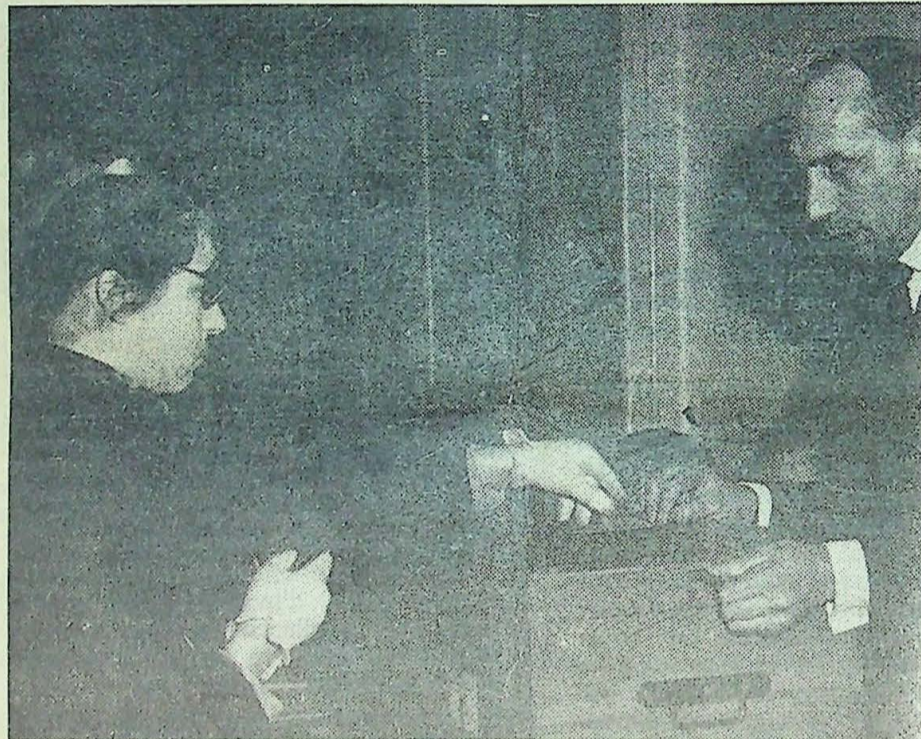
Il a en outre demandé un diplôme unique du baccalauréat destiné à consacrer l'égalité de valeur des diverses voies du second degré, ce qui entraîne que les diplômes de techniciens brevetés deviendraient des séries du baccalauréat.

On a senti tout au long de ce con-

grès un certain malaise pour la définition de l'action à mener. Des grèves générales ont eu lieu mais elles n'ont pas donné les résultats escomptés. Au sein de la fonction enseignante qui partout a participé massivement à ces grèves on sent un certain désarroi. Dans ces conditions revenir à l'action purement enseignante est une tentative d'autant plus forte que la menace du plan Fouchet se fait pressante. Le congrès s'est finalement prononcé pour la poursuite de l'action commencée au second trimestre avec la grève administrative mais sous une autre forme comprenant un ensemble de manifestations publiques et de rassemblements appuyés par des grèves tournantes par académie.

Après un débat confus le congrès n'a pu se mettre d'accord sur le principe de l'allocation d'étude proposée par l'U.N.E.F. Notons en revanche que le S.N.E.T., après avoir reconnu que la laïcité avait un contenu positif et n'était pas une abstention à l'égard des valeurs humaines a affirmé que l'on ne pouvait dissocier le combat pour la démocratie et le combat pour la laïcité.

Plusieurs délégués ont regretté que le S.N.E.T. et la F.E.N. n'attache pas assez d'importance à la formation et à la réflexion syndicales. Sur ce point, les perspectives ne sont pas apparues particulièrement brillantes, peut-être, mais la fusion S.N.E.S.-S.N.E.T. permettra-t-elle de résoudre ce problème? Car s'il est certain qu'avec plus de 350.000 syndiqués, la F.E.N. représente un potentiel énorme, celui-ci n'est pas utilisé à plein rendement. Son autonomie lui a permis de regrouper 80 p. 100 de la fonction enseignante, de mener des actions dures (grève contre de Gaulle, en 1958, défense de l'Université) et de jouer, en particulier lors des dernières grèves, un rôle de charnière entre F.O. et la C.C.T. Mais la rançon est un certain isolement et une réflexion syndicale diminuée. Le problème est de savoir si cette autonomie que tous considèrent comme provisoire et imposée par les circonstances durera encore longtemps.



(Photo Kagan)

Un droit à l'acquit de la démocratie.

des féministes et des suffragettes, dont l'action était alors progressiste; la revendication, proclamée nécessaire à la démocratie, par des théoriciens du socialisme, de Lénine, d'Auguste Bebel, de Jules Guesde à Bracke et à Léon Blum. Animées par Suzanne Buisson et Marthe Louis-Leroy, appuyées par Bracke qui fut l'auteur d'une proposition de loi sur le vote des femmes, et par Léon Blum qui prouva son attachement à la cause démocratique des droits politiques des femmes en appelant dans son gouvernement de 1936, trois femmes : Irène Joliot-Curie, Suzanne Lacore, Mme Brunshwig; les femmes socialistes s'efforcèrent inlassablement de convaincre le Parti socialiste que l'acquisition des droits politiques était, pour les femmes, la condition de leur participation au mouvement d'ensemble du prolétariat.

La S.F.I.O. était loin d'être unanime sur la question. Un grand nombre de socialistes craignaient que le vote des femmes contribuât à renforcer l'influence clérical et réactionnaire. En réalité, vouloir tenir les femmes à l'écart de la vie politique, c'était faire chorus avec la réaction, qui vouait la femme exclusivement à son rôle d'épouse et de mère et la confinait dans les travaux du ménage.

Remarquons, en passant, qu'aucune des craintes exprimées par les adversaires de gauche du vote des femmes ne fut confirmée. Les premières consultations électorales après 1945 n'amenèrent nulle poussée du cléricalisme. Si le M.R.P. connu à l'époque un succès notoire, c'est parce qu'il représentait un courant important de

conditionnées par les informations, les idéologies que dispense par les moyens variés dont il a le monopole l'appareil politique dirigeant d'un pays.

Mais ce qui est incontestable, c'est que les femmes devenues électrices ont été plus sensibilisées aux questions intéressant la chose publique; elles ont trouvé le chemin des partis; des préjugés et des complexes ont été maîtrisés et elles ont pris l'habitude de fréquenter les réunions publiques.

L'égalité politique leur a rendu plus évidentes l'inégalité juridique et l'inégalité économique dont elles sont encore victimes, et a certainement contribué à attirer l'attention des pouvoirs publics et des femmes elles-mêmes sur certains aspects de la condition féminine.

Mais les idées avanceraient plus vite, les solutions apparaîtraient mieux encore comme des impératifs à réaliser immédiatement si les femmes étaient plus disponibles, si elles avaient davantage le temps de penser, cela veut dire si elles n'étaient pas autant accablées par les charges écrasantes que la plupart d'entre elles assument dans un régime où la femme est encore « la prolétaire de l'homme ».

Le vote des femmes a représenté une victoire de la démocratie, et par conséquent une victoire du socialisme, mais la libération de la femme de toutes les contraintes sociales et économiques qui pèsent sur elle est encore à réaliser.

Berthe Fouchère.

PEUGEOT

5<sup>e</sup> semaine d'action

Aujourd'hui débute la 5<sup>e</sup> semaine d'action des travailleurs de chez Peugeot, à Sochaux. Le niveau de combativité reste élevé parmi les ouvriers, très variable et faible parmi les mensuels. Une rencontre paritaire tenue le vendredi 30 avril sous la présidence du directeur départemental du Travail n'a abouti à aucun résultat. La Direction Peugeot opposant un refus catégorique aux revendications déposées, admettant tout juste de discuter cas par cas des neuf ouvriers licenciés et des demandes de licenciement déposées contre cinq délégués du personnel.

Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. estiment inadmissible l'attitude de la Direction qui, refusant de discuter des revendications avec un esprit réaliste, croit terminer le conflit par une discussion sur les sanctionnés, auquel cas il est à peu près certain que des ouvriers seraient laissés pour compte.

Dès ce matin des mots d'ordre de grève ont été lancés; la Direction a bien senti que la lutte serait dure, aussi elle a sorti tout son arsenal de moyens de chantage (suppression de la prime de lancement 204 (50 F), suppression de la prime de quinzaine (20 F), à tout gréviste).

Il est un peu trop tôt pour faire le point mais dès lundi 3 mai les doubleurs du matin ont débrayé, les autres doivent suivre; le mot d'ordre est : la Direction demande 9 heures un quart de travail par jour, faisons 1 heure un quart de grève et nous aurons notre semaine de 40 heures (5x8).

Il est certain qu'à la 5<sup>e</sup> semaine de grève la situation peut et doit évoluer. L'épreuve de force se poursuit, les travailleurs de Sochaux regrettent certainement que dans les au-

tres usines automobiles : Citroën, Simca, Renault, la situation revendicative ne soit pas au même niveau, mais la coordination des luttes est un problème complexe.

Les organisations syndicales ne pensent pas qu'il soit possible de décrocher les 40 heures dans le moment présent, mais elles veulent avoir leur mot à dire sur ce problème comme sur celui des libertés syndicales.

**Le capitalisme organise son Europe...**

**Que font les syndicats ?...**

Des représentants de la C.F.D.T., de la C.G.I.L., de la C.G.T., etc., des militants communistes, des militants socialistes répondent :

**L'INTEGRATION EUROPEENNE**  
et le  
**MOUVEMENT OUVRIER**

(Colloque international)

Rapports : Basso, Gorz, Mandel, Naville, Vincent, etc...

Interventions : Barjonet, Bridier, Detraz, Duret, Fossaert, Lettieri, Lispi, Mallet, Mascarello, Meillasoux, Verger, etc...

Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes (N° 45-51 - spécial) - 1 vol. in-8° 32 Op. - France 12 F - Etranger 15 F

Etudes et Documentation Internationales  
29, rue Descartes - PARIS-V  
— C. C. P. PARIS 18462-71 —

# COMITÉS D'ENTREPRISE

## La "petite réforme"

Malgré l'avis défavorable du Conseil économique et social, le gouvernement va déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale son projet de réforme des comités d'entreprise. Il s'agit en fait d'une « petite réforme » qui, « tout en maintenant intacte l'autorité de la direction », entend tenir compte des leçons de l'expérience et des exigences de la situation présente.

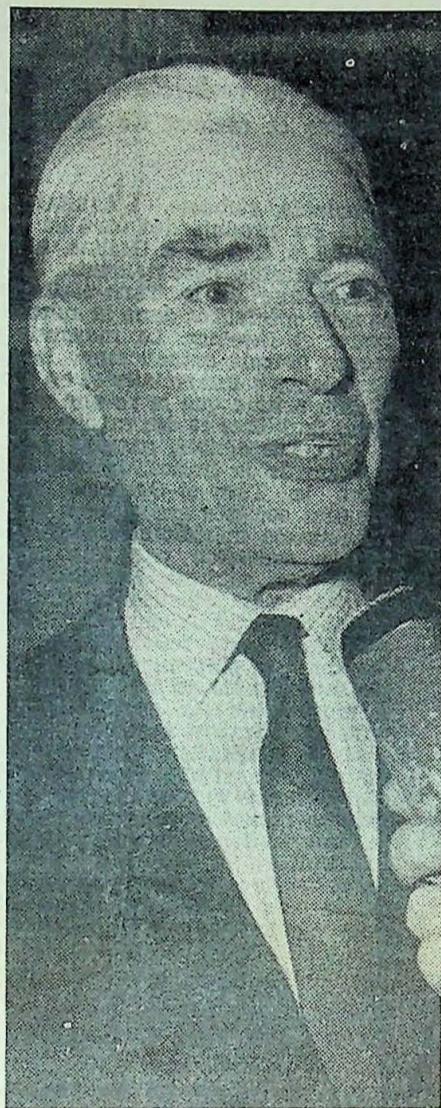
### Une expérience décevante

Des réformes faites à la Libération, l'institution des comités d'entreprise s'est avérée la plus décevante. Si les nationalisations ont apporté également des désillusions sur le plan social, leur réussite technique est incontestable ; si les syndicats déplorent les tendances à l'étatisation de la Sécurité sociale, le rôle bénéfique de celle-ci ne peut être sous-estimé ; par contre les comités d'entreprise apparaissent souvent comme un échec.

C'est en tout cas l'avis de Pierre Laroque qui s'interroge à ce sujet dans *Succès et faiblesses* de l'effort social français : « L'échec des comités d'entreprise est certain, sans que l'on sache si l'on peut imputer principalement cet échec aux réticences des chefs d'entreprise, à l'impréparation des travailleurs ou à l'impossibilité de réaliser, par la voie d'un compromis légal, la coopération d'intérêts contradictoires. » De son côté, Pierre Le Brun, tout en se déclarant favorable à une extension des « pouvoirs » des comités, remarque dans ses *Questions actuelles du Syndicalisme* : « Ces pouvoirs ont été jusqu'à présent trop rarement exercés, non seulement du fait de la mauvaise volonté patronale, mais trop souvent aussi du fait de l'insuffisance d'initiatives et de pressions des organisations syndicales. »

Bien que les comités d'entreprise n'aient que des pouvoirs consultatifs, il est évident que le patronat s'est efforcé d'éviter toute ingérence des représentants des salariés dans la gestion de l'entreprise considérée comme sa propre affaire ; on en est venu ainsi à estimer comme essentielles les attributions sociales des comités au détriment de leurs attributions économiques, à se préoccuper davantage de l'organisation des arbres de Noël que de l'organisation du travail et de l'étude des bilans. Il est vrai que les syndicalistes furent mal préparés à ces tâches nouvelles pour eux

et qu'ils ne surent pas mettre en lumière, la plupart du temps, les insuffisances de la gestion patronale sans doute plus fréquentes et plus faciles à découvrir dans les petites et moyennes entreprises que dans les grandes. Les syndicats se contentèrent trop souvent de présenter, dans le cadre



Georges Villiers, président du C.N.P.F. : « Pour un pouvoir sans contrôle des chefs d'entreprise... »

des comités d'entreprise, des revendications d'un intérêt secondaire (même lorsqu'elles contribuèrent à améliorer les conditions de travail).

Non pas que la participation à la gestion supprime la lutte des classes — ce n'est même pas vrai dans le cas de la cogestion — mais elle la porte à un niveau plus élevé, la rend plus complexe et exige par là même plus d'imagination, plus d'initiative de la part des responsables ouvriers.

### Un projet de portée limitée

Le projet de réforme gouvernemental se caractérise par un exposé des motifs assez ambitieux dans sa formulation puisqu'il y est dit « ... il a semblé que les conséquences devaient être admises, au plan de l'entreprise, de la participation des syndicats aux instances de la planification et que les syndicats qui contribuent à l'élaboration collective d'objectifs économiques devaient être à même d'en suivre la réalisation là où elle a lieu. »

Ces références à la planification actuelle suscitent naturellement des réserves de la part des syndicats, même si le projet comporte à leurs yeux des aspects positifs.

En réalité cette réforme des comités d'entreprise à une portée limitée, l'application de l'obligation faite au patronat de donner certaines informations pouvant difficilement être contrôlée et le rôle des délégués restant purement consultatif.

Les principales dispositions portent sur la consultation des comités pour :

- La formation et le perfectionnement des travailleurs ;
- L'organisation, la gestion et la

marche générale de l'entreprise, notamment le volume des effectifs, la durée du travail, les conditions d'emploi et de travail ;

— Les projets de compression des effectifs — question d'une actualité brûlante, le comité d'entreprise étant appelé à émettre « en temps utile » un avis « sur l'opération projetée et ses modalités d'application ».

En outre, trimestriellement, le chef d'entreprise devra communiquer :

— Des informations sur l'exécution des programmes de production, l'évolution des commandes et la situation de l'emploi et les mesures envisagées sur « la transformation et les méthodes de production et leurs incidences ».

Annuellement, il devra faire un rapport sur l'activité de l'entreprise, le chiffre d'affaires, les résultats de l'exploitation, l'évolution des salaires et les investissements réalisés.

Dans les entreprises de plus de 300 salariés, une commission sera constituée pour étudier « les questions de formation et de perfectionnement professionnels ainsi que celles concernant l'emploi et le travail des jeunes. »

D'autre part — disposition sans doute la plus importante — le représentant syndical au comité bénéficiera, dans les entreprises de plus de 500 salariés, de 20 heures par mois pour remplir ses fonctions.

### Hostilité du patronat et réserves des syndicats

En dépit de sa modestie, le projet gouvernemental a été vivement attaqué par le patronat qui voit dans toute extension apparente ou réelle des pouvoirs des délégués syndicaux une menace pour l'autorité du chef d'entreprise, une entrave à des règles de saine gestion fondées à son avis sur cette autorité et sur la recherche du profit. La récente déclaration du C.N.P.F. éclaire bien cet état d'esprit d'un patronat qui se considère encore, dans la majorité des cas, comme un patronat « de droit divin ».

Les chefs d'entreprise se montrent particulièrement hostiles au crédit d'heures attribué au représentant syndical. Ils assurent que ces heures — rémunérées par l'entreprise — seront utilisées pour l'agitation.

A l'inverse, les syndicats déplorent la timidité de la réforme actuellement en discussion. Soulignant le fait que les pouvoirs des comités d'entreprise demeurent consultatifs — notamment en matière de licenciements collectifs, ils regrettent également que ne soit pas prévue la communication du « compte d'exploitation » plutôt que celle des « résultats d'exploitation », formule assez vague.

Ils souhaiteraient que le crédit d'heures soit accordé au représentant syndical dans toutes les entreprises et non pas seulement dans celles de plus de 500 salariés. Par contre, la création obligatoire d'un collège cadres dans les mêmes entreprises motive les réserves des organisations (à l'exception bien entendu de la C.G.C.)

Par ailleurs, les syndicats — toujours à l'exception de la C.G.C. — redoutent que l'introduction dans le projet de la notion de « secret professionnel » permette aux chefs d'entreprise de limiter les informations données aux comités (le « secret » s'appliquant, selon la loi de 1946 et malgré les protestations du patronat, au seul « procédé de fabrication »).

Enfin les syndicats demandent l'extension de la réforme à l'agriculture et la fixation de la cotisation patronale pour les œuvres sociales à 3 % des salaires.

Lors du récent débat au Conseil économique et social, les représentants du patronat sont parvenus à faire amender le projet gouvernemental dans un sens restrictif, obtenant notamment la suppression du crédit d'heures pour le représentant syndical.

Au terme d'un débat confus, le projet ainsi amendé a été adopté par une majorité hostile à ses dispositions initiales, contre une minorité comprenant les syndicalistes qui étaient plutôt favorables (compte tenu des réserves exposées ci-dessus).

L'assemblée du Palais d'Éna — dont le rôle académique n'est plus à démontrer — n'est pas sortie grandie de ce débat, pas plus qu'elle ne l'avait été à la suite des discussions sur la « politique des revenus » et sur la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. Le gouvernement a, d'ailleurs, repris son projet initial.

Le temps attribué au représentant du syndicat au sein du comité — et non plus seulement aux délégués élus par le personnel — est un premier pas vers la reconnaissance du fait syndical dans l'entreprise. Encore faudrait-il ajouter d'autres dispositions : possibilité de tenir des réunions à l'intérieur de l'entreprise, liberté de l'affichage, etc.

Certains voudraient obtenir une extension des pouvoirs des comités et des droits syndicaux par la voie parlementaire. De fait, des accords d'entreprise sont à cet égard en avance sur la loi mais ils n'ont pu être conclus qu'à la faveur d'un rapport des forces assez favorable aux syndicats. Cela dépend de la conjoncture et de la cohésion des organisations. Sans un regroupement des forces, les syndicats pourront difficilement se faire reconnaître comme des « interlocuteurs valables » au niveau des entreprises.

Maurice Combes.

## COMMUNIQUÉ

### XVI<sup>e</sup> Journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la Paix

16 MAI 1965 AU PALAIS DE L'U.N.E.S.C.O.

Ordre du jour des commissions  
I. Formes et manifestations actuelles du racisme.

Cette commission examinera toutes les manifestations actuelles du racisme, qu'elles soient liées ou non entre elles, sur la base à la fois des témoignages de ceux qui en sont victimes et de l'expérience individuelle des participants ou des associations qu'ils représentent.

Les points suivants qui font, avant la Journée nationale, l'objet des travaux de plusieurs sous-commissions, seront plus spécialement étudiés : le racisme lié à la décolonisation ; les problèmes du Moyen-Orient ; le néonazisme et l'antisémitisme ; la xénophobie à l'égard des travailleurs immigrés ; la situation des gitans ; l'action contre l'apartheid en Afrique du Sud.

II. Les moyens d'action contre le racisme.

Les travaux de cette commission permettront d'apprécier les méthodes employées pour combattre le racisme, non seulement par le M.R.A.P., mais aussi par toutes les associations qui s'intéressent à une telle action. De la riposte aux menées racistes à l'orga-

nisation de débats et la projection de films en passant par les articles de presse et les différentes formes de propagande, ces moyens sont nombreux ; peut-être y aurait-il lieu de coordonner davantage les efforts des uns et des autres sous des formes à déterminer. La commission examinera particulièrement les problèmes suivants : la jeunesse et le racisme ; l'action antiraciste dans les entreprises ; le rôle des enseignants et éducateurs dans la lutte antiraciste ; le rôle des associations culturelles, confessionnelles et syndicales.

III. Le droit et la justice dans la lutte antiraciste.

A cette commission sont plus spécialement invités les juristes (avocats, magistrats, professeurs de droit) ainsi que les parlementaires.

A son ordre du jour, en effet, sont inscrits les deux points suivants : le problème de la prescription des crimes contre l'humanité ; l'adoption, en France, d'une législation antiraciste.

Il est à préciser que l'ordre du jour ainsi proposé n'est pas limitatif et qu'il peut être modifié en fonction des suggestions qui seront faites par les membres des commissions.

### Correspondance municipale n° 56 « Villes et régions » 3,50 F

LA FRANCE ET SES VILLES : STRUCTURES URBAINES

- La population urbaine dans la nation.
- Le réseau urbain.
- Paris et le désert français.
- La société urbaine et ses maladies.
- Les formes nouvelles d'urbanisation.

AMENAGER L'ESPACE FRANÇAIS : ELEMENTS DE DIAGNOSTIC

- Développement régional et aménagement.
- L'effort de développement régional.
- Les résultats de la politique de développement régional.
- L'action d'aménagement devant l'évolution des structures nationales.

UNE POLITIQUE D'AMENAGEMENT :

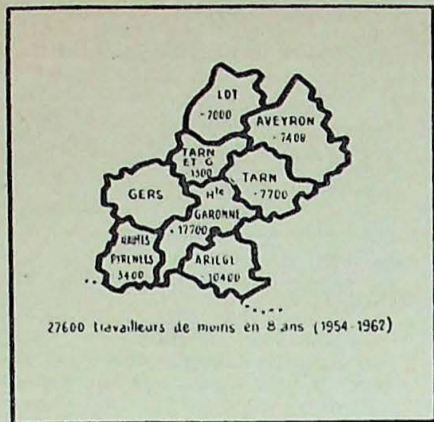
- Politique régionale, urbanisme, aménagement rural.

LE POUVOIR DE DECISION ET DE LA DEMOCRATIE.

A.D.E.L.S., 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris. C.C.P. Paris 13.942-51

# LE SUD-OUEST

par André Croste



Le Sud-Ouest se porte mal. C'est ce que montrent les chiffres les plus officiels qui démentent les discours des ministres du régime. Qu'a-t-on fait pour le Sud-Ouest ? Naître dans cette région, c'est connaître une chance d'avenir moins favorable que dans d'autres régions de la France. Aussi le Sud-Ouest se vide-t-il de la partie la plus active de sa population. Le Sud-Ouest peut-il devenir une région développée et à quelles conditions ?

C'est à cette question que notre camarade André Croste, secrétaire de la Fédération du Tarn, apporte aujourd'hui des réponses toutes inspirées des propositions politiques contenues dans le programme du P.S.U.

« T.S. » entend ainsi continuer dans ses colonnes la publication des études économiques régionales et favoriser la recherche des solutions démocratiques aux problèmes économiques et sociaux de notre pays.

## Une région sous-développée

Le Sud-Ouest, et en particulier la région Midi-Pyrénées, présente la plupart des caractéristiques d'une région sous-développée : faiblesse du revenu des populations, sous-industrialisation et ses conséquences, émigration, lourdeur du secteur commercial, production de fonctionnaires. Comme la Corse, le Sud-Ouest donne des fonctionnaires au reste de la France. Un seul point peut être mis à l'actif de cette économie régionale : le développement de sa production agricole. Encore celui-ci s'est-il rarement fait au profit des agriculteurs. En huit ans, la région Midi-Pyrénées a perdu 75.000 d'entre eux (1 sur 5). Il y a longtemps que les hommes quittent le Sud-Ouest. On évalue à

600.000 personnes la population qui a émigré entre 1851 et 1962. En cent ans, l'Ariège a perdu la moitié de ses habitants. D'autres départements, tels le Gers, le Lot, ont été fortement touchés. Fort heureusement, quelques accidents de l'histoire ont, en partie, compensé cet exode : réfugiés des deux guerres, républicains espagnols, rapatriés d'Afrique du Nord. Mais l'écart n'en continue pas moins à se creuser avec les régions développées du Nord. Si, entre 1954 et 1962, la croissance démographique nationale a été de 8,1 %, celle de la région Midi-Pyrénées a été plus de deux fois inférieure (3,6 %). Encore convient-il de distinguer entre les départements.

### Départements en hausse :

|                       |                    |          |
|-----------------------|--------------------|----------|
| Haute-Garonne .....   | + 66.402 habitants | + 12,6 % |
| Hautes-Pyrénées ..... | + 8.507 habitants  | + 4,2 %  |
| Tarn .....            | + 10.164 habitants | + 3,3 %  |
| Tarn-et-Garonne ..... | + 2.180 habitants  | + 1,3 %  |

### Départements en baisse :

|               |                   |         |
|---------------|-------------------|---------|
| Ariège .....  | - 4.889 habitants | - 3,5 % |
| Gers .....    | - 5.591 habitants | - 3 %   |
| Aveyron ..... | - 5.583 habitants | - 1,9 % |

Seuls ont vraiment augmenté les départements quelque peu industrialisés : Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Tarn. Ce sont les seuls également à avoir connu un bilan migratoire positif, et particulièrement la Haute-Garonne avec Toulouse. Les hommes et les femmes qui partent sont souvent les plus dynamiques, les plus jeunes, et le vieillissement de la population s'est encore accusé ces dernières années.

### Quand les travailleurs partent...

Fait encore plus grave, la région Midi-Pyrénées perd ses travailleurs. En huit ans, 45.300 d'entre eux ont quitté les sept départements qui entourent la Haute-Garonne. Ce dernier département n'absorbant qu'une partie de ces travailleurs.

L'Ariège a perdu 10.400 travailleurs, l'Aveyron 7.400, le Gers 8.100, le Lot 7.000, les Hautes-Pyrénées 3.400, le Tarn 7.000, le Tarn-et-Garonne 1.300, soit au total 45.300.

La Haute-Garonne en a absorbé 17.700.

La région a donc perdu la différence, 27.600, soit 3,1 % de sa population active (la population française active a augmenté de 0,6 %). Qui pourrait s'étonner d'une telle perte ? La région Midi-Pyrénées comporte quatre départements parmi les plus pauvres de France pour ce qui est du revenu moyen par tête d'habitant : Gers, 80<sup>e</sup> rang ; Tarn-et-Garonne, 84<sup>e</sup> ; Lot, 85<sup>e</sup> ; Ariège, 86<sup>e</sup>. La moyenne des salaires de la région montre une différence de 20 % avec la moyenne nationale et de 58 % avec la région parisienne (année 1960). Et encore s'agit-il de moyennes !

Pourtant, la production agricole connaît une forte expansion : la

terre n'a jamais tant produit dans le Sud-Ouest dont l'agriculture est la

principale richesse. L'Aquitaine du Nord-Est produit des vins de bonne qualité, à Cahors, à Gaillac, à Fronton. Certains départements, le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne, se sont spécialisés dans la culture des fruits et légumes. La moyenne Garonne fournit actuellement le quart des pêches commercialisées en France et l'on estime que le revenu des cultures fruitières et des raisins de table a plus que doublé, passant de 2,5 à 6 milliards de francs, de 1955 à 1959, dans le Tarn-et-Garonne où les grandes sociétés accaparent la terre. L'Aquitaine méridionale était caractérisée autrefois par une certaine stagnation agricole. L'aristocratie et la bourgeoisie toulousaines réinvestissaient une part de leurs revenus dans des placements fonciers. Les terres étaient un placement, un bien de plaisir, mais on ne cherchait pas à moderniser les exploitations. Les métayers vivaient tant bien que mal, d'où la stagnation de l'agriculture. Mais il n'en est plus de même aujourd'hui. Depuis quinze ans, on a constaté un apport de capitaux nouveaux, la motorisation et la modernisation de l'agriculture du Sud-Ouest. « L'Aquitaine est devenue la région de France où le prix de la terre augmente le plus rapidement, car la demande devient très forte », peut-on lire dans un livre de géographie régionale (« La région du Sud-Ouest », P.U.F.). Les résultats ont été un développement considérable de la production.

1 Celle du blé est passée, les dernières années, de 8 millions de quintaux à 11,6 millions.

2 C'est le maïs qui a connu les progrès les plus spectaculaires. De 1948 à 1958, sa production a été multipliée par trois. Les rendements sont passés de 16 quintaux à

2.800 patrons occupent .....  
dont 2.450 .....  
589 patrons occupent .....  
147 patrons occupent .....

Fait non moins grave, certaines de ces industries posent des problèmes de reconversion : le textile dans la région de Castres, les houillères à Decazeville, par exemple. Leur avenir est des plus inquiétants.

Rien n'a été fait, ou presque, pour industrialiser la région. De 1949 à 1951, la Haute-Garonne vient au 50<sup>e</sup> rang pour les créations d'usines : 2.710 emplois. Le Tarn-et-Garonne au 70<sup>e</sup> rang avec 590 emplois.

Quant aux opérations de décentralisation industrielle, la région Midi-Pyrénées a obtenu, selon les statistiques officielles, 1 % de la décentralisation en France, de 1950 à 1962.

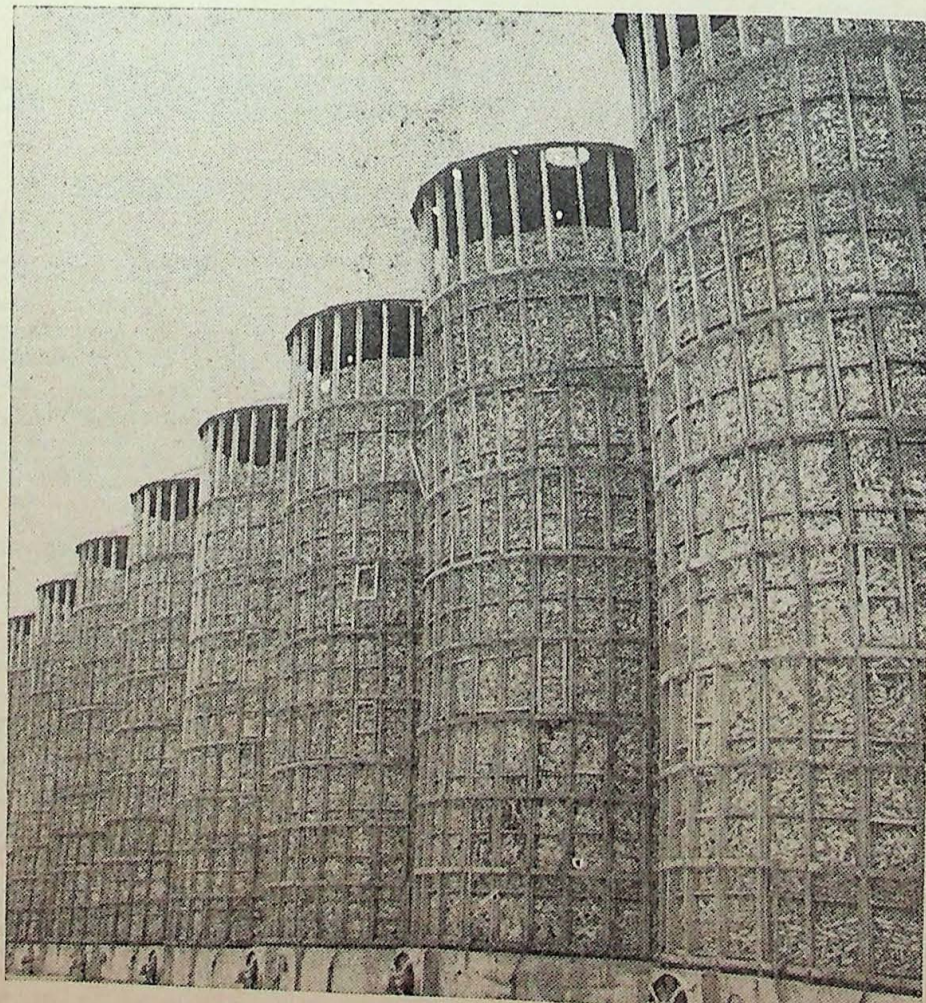
|                     | Nombre d'opér. | Emplois |
|---------------------|----------------|---------|
| Ariège .....        | 0              | 0       |
| Aveyron .....       | 3              | 860     |
| Hte - Garonne ..... | 3              | 390     |
| Gers .....          | 0              | 0       |
| Lot .....           | 0              | 0       |
| Htes-Pyrénées ..... | 1              | 300     |
| Tarn .....          | 1              | 520     |
| Tarn-et-Gar. .....  | 0              | 0       |
| Total .....         | 8              | 2.070   |

### La clochardisation ou l'exil

Les habitants du Sud-Ouest sont mal lotis. Faute d'emploi valable sur place, les plus dynamiques sont réduits à chercher ailleurs un avenir meilleur. Une étude faite par l'Institut national des études démographiques a révélé que sur 4.442 personnes interrogées, qui avaient émigré à Paris, 35 % venaient du Centre et de l'Ouest. L'âge moyen était de 26 ans. 80 % ont estimé qu'ils au-

## Les obs au dév

On pourrait croire qu'une malédiction s'acharne sur le Sud-Ouest et certains auront tôt fait d'incriminer le milieu géographique : le Sud-Ouest ne produit pas de matière première et très peu de charbon. Que penser de cet argument ? Il est vrai que dans le passé et tout particulièrement au XIX<sup>e</sup> siècle c'était là un lourd handicap. Le retard du Sud-Ouest s'explique en partie par là. Mais cet argument n'en est plus un au XX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas un de moindres mérites de J.-F. Gravier de l'avoir affirmé dans son livre « L'aménagement du territoire ». « Aujourd'hui, la vocation industrielle est la chose du monde la mieux partagée, dans la mesure où se développe une vocation humaine pour l'industrie. Lorsque cette vocation n'existe pas encore, on voit souvent proliférer un secteur commercial plus ou moins spéculatif et un secteur administratif plus ou moins corrompu qui créent une mentalité défavorable



Réserver la culture du maïs à la région.

(Photo Agip.)

# VEUT VIVRE

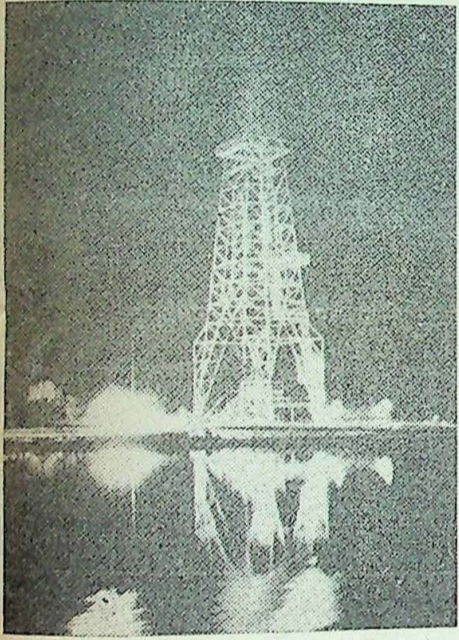
## CROSTE

### Faiblesse du secteur industriel

31 % des travailleurs sont employés dans le secteur secondaire dans la région Midi-Pyrénées (moyenne nationale : 42,8 %). Le degré de concentration des entreprises est faible. Rares sont celles qui occupent plus de 1.000 ouvriers. On en trouve à Tarbes, dans le Tarn (trois). Toulouse occupe 3.000 ouvriers à l'O.N.I.A., 11.000 dans l'industrie aéronautique. C'est donc la petite entreprise qui domine, même à Toulouse :

|       |                        |
|-------|------------------------|
| ..... | entre 1 et 10 ouvriers |
| ..... | — de 5 ouvriers        |
| ..... | + de 10 ouvriers       |
| ..... | + de 50 ouvriers       |

raient pu garder leur emploi mais qu'ils cherchaient un avenir meilleur qu'ils ne pouvaient trouver sur place. Le drame est bien là ; ce sont les plus dynamiques, les plus jeunes qui partent. Ceux qui restent se débrouillent ou se résignent : bricolage, travail



(Photo Tribune.)

Pour les industries se posent des problèmes de reconversion.

noir, petits emplois administratifs, petits commerces marginaux, tel est leur lot. Quant aux salariés du secteur privé, à la moindre récession c'est l'angoisse, car étant donné le manque d'offre de travail, nul n'est assuré de trouver ailleurs l'équivalent d'un emploi perdu.

## cles oppement

aux activités productives et ne résolvent en rien les problèmes de l'emploi.

En définitive, aujourd'hui, les conditions techniques de l'industrialisation sont assez limitées : « Il est possible de fabriquer quelque chose partout où l'on peut amener des hommes, de l'eau, une route, du pétrole et de l'électricité » (p. 23). La Suisse n'a ni charbon ni minerai, elle importe la moitié de son énergie et 85 % de sa consommation d'acier ! Le Sud-Ouest ne manque pas d'atouts, il ne manque pas d'eau, ni d'énergie. Il exporte du courant et, grâce au gaz de Lacq, le potentiel énergétique s'est accru de 50 % entre 1957 et 1961. Les deux problèmes majeurs de cette région sont ceux des communications et de la formation des travailleurs et des cadres, deux problèmes que l'on peut résoudre si on veut s'en donner la peine. Notons au passage que 10 % des jeunes formés dans les collèges techniques sont obligés de quitter la

région pour trouver un emploi, et que quand on a fait le complexe de Lacq on a utilisé la main-d'œuvre rurale de la région, mais que l'on a fait venir les cadres d'ailleurs.

### Les responsables : ceux du passé

Les bourgeoisies locales n'ont jamais été attirées par les spéculations industrielles. Le capitalisme toulousain est à dominante commerciale. Par tradition, la laine, le pastel, les draps ont fait autrefois la fortune de la bourgeoisie toulousaine. En 1957 encore, un quart du chiffre d'affaires global des entreprises toulousaines était assuré par le grand négoce (70 milliards de chiffre d'affaires). Il y a de l'argent dans le Sud-Ouest, mais il est attiré par les opérations de spéculation foncière, il cherche à rapporter vite et bien. Les « seigneurs » de la laine mazamétains se sont bien gardés de réinvestir sur place, au profit des travailleurs de Mazamet, les profits que leur assura dans le passé leur domination du marché mondial de la laine. Ils ont réinvesti ailleurs : hôtels, commerces et, aujourd'hui, les travailleurs de Mazamet sont inquiets pour leur avenir. Beaucoup d'industries de la région sont dues aux circonstances et à la guerre : repli de la poudrerie, industries aéronautiques que l'on voulait éloigner du front. Ce sont des capitaux étrangers à la région qui ont permis leur développement.

Le radicalisme : les responsables politiques du Sud-Ouest portent eux aussi leur part de responsabilité, car ils n'ont jamais rien fait pour le dé-

veloppement économique du Sud-Ouest. Elus de la paysannerie et de la petite bourgeoisie républicaine de ces régions, ils se sont contentés de défendre les prix agricoles. Ils ne tenaient pas à voir se constituer sur leurs circonscriptions électorales trop d'usines qui auraient pu entraîner la constitution d'un prolétariat organisé. Leur principale tâche a été de sauver leurs électeurs, leur clientèle, en leur assurant des places : cantonniers, facteurs, emplois administratifs, départ aux colonies, en permettant aux enfants, grâce à des bourses, de partir plus tard ailleurs. Ce personnel est condamné par l'histoire. Il n'a rien fait pour assurer le développement de la région, malgré les nombreux ministres ou présidents de la République nés dans cette région.

### La génération des technocrates

Aujourd'hui, les technocrates sont conscients de ces problèmes. Ils parlent d'aménager la France et de réduire ces déséquilibres. Philippe Lamour affirme « la nécessité d'un effort exceptionnel destiné à mettre un terme à une dégradation économique aux effets cumulatifs ». Conscients des problèmes, ils ont souvent une vision lointaine et centralisatrice de l'aménagement du territoire. Leur philosophie est celle du despotisme éclairé. Emanation du pouvoir central, ils ont une vision abstraite des problèmes, veulent réformer par le haut et reculent finalement devant les moyens nécessaires. C'est à ce niveau qu'une critique, la définition d'une politique socialiste, s'impose.

## Un contre-plan pour le Sud-Ouest

Face à l'absence de politique sérieuse d'aménagement du Territoire, face aux déclarations d'intention qui restent lettre morte, et au laisser-faire généralisé, les travailleurs du Sud-Ouest doivent lutter pour imposer un plan de développement de leur région conforme à leur intérêt. Il ne s'agit pas de grignoter quelques avantages pour une population à mentalité d'assistée. Il faut orienter à partir d'une politique de contestation portant des données réelles les luttes sociales vers l'exigence de sérieuses transformations économiques mettant en cause le système actuel. Pour cela il ne suffit pas de contestations désordonnées et catégorielles qui réduisent finalement les travailleurs à l'impuissance et à la résignation. Il faut montrer qu'une solution, un « modèle de rechange » selon l'expression d'André Gorz, existe aux maux de notre société. Il faut pour cela travailler à unifier les luttes des divers secteurs de la population salariée, de la paysannerie dans leurs objectifs, en montrant chaque fois quels sont les moyens nécessaires à la réalisation de ces objectifs. C'est ainsi que l'affirme très bien André Gorz :

« La mise en question au nom d'une société fondée sur le service public, du modèle et du mécanisme d'accumulation capitaliste : l'exigence que soit socialisée la fonction d'investissement, que soit démocratisée la planification, selon une échelle des priorités impératives reflétant les besoins et non les projections de la croissance passée des monopoles. »

### Les objectifs :

Les lignes de force d'un plan de développement pour le Sud-Ouest pourraient être les suivantes :

#### AGRICULTURE

- Développement des productions de qualité ;
- Refus d'abandonner le lait pour l'élevage, mesure contraire aux intérêts de la petite paysannerie ;
- Réserve de la culture du maïs à la région.

#### INDUSTRIALISATION

- Développer un secteur industriel complémentaire de l'agriculture, comme cela a été fait dans le Vaucluse. Il est inadmissible que le maïs ne soit pas traité dans le Sud-Ouest et qu'il n'y ait pas

de maïserie sur place, par exemple ;

- Création d'industries de transformation.

#### COMMUNICATIONS

- Priorité aux voies de communication : Toulouse-Marseille, Toulouse-Bayonne, Bordeaux-Toulouse.

Ce problème est vital pour la région éloignée du cœur de l'Europe. Faute d'une autoroute, toujours repoussée, les représentants des usagers de la route ont demandé, comme l'a montré une récente enquête de la *Dépêche*, l'élargissement à quatre voies de ces routes. Le gouvernement n'en prévoit que trois !

#### FORMATION

Développement de l'enseignement technique très insuffisant. Formation de cadres sur place grâce à la décentralisation des écoles.

#### DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES D'ACCUEIL

Logement, équipement social et culturel ; aménagement des villes ; équipement touristique, etc.

C'est bien entendu aux organisations représentatives de la population de fixer de façon cohérente de tels objectifs et de les chiffrer, sans abandonner ce soin aux pouvoirs publics.

### Les moyens

Le problème posé par la dévitalisation des régions sous-développées n'intéresse pas seulement les populations de ces régions, il intéresse la nation tout entière. Car le corollaire du sous-développement c'est le suréquipement coûteux et bureaucratique d'autres régions, la congestion des villes et tout compte fait le moindre développement à long terme de l'économie de la nation. La politique du laisser-faire, celle des aides financières aux industries privées (primes de décentralisation pouvant atteindre 20 p. 100, véritables cadeaux de l'Etat) ont été incapables de renverser la tendance au sous-développement. Sauf rares exceptions, la décentralisation a principalement eu lieu à moins de 200 kilomètres de la région parisienne. Ce problème exige une organisation vo-

lontaire de l'économie, c'est-à-dire des solutions socialistes.

1) Il faut bloquer la croissance de Paris :

Face aux prétentions de certains hommes du Pouvoir de faire de Paris une capitale gigantesque de 12 à 16 millions d'habitants en l'an 2000. Il faut limiter la croissance de Paris qui selon le mot de J.-F. Gravier « dévore la province ». On sait que chaque année plus de 100.000 provinciaux vont s'installer dans la région parisienne.

2) Le plan doit devenir impératif et démocratique.

3) Il faut recourir à une politique d'investissement volontaire :

Les capitaux s'investissent en régime capitaliste selon le critère de rentabilité immédiate. La loi de profit fait qu'ils n'ont pas intérêt à venir s'investir dans les régions sous-développées, si ce n'est dans des secteurs spéculatifs. Il faut donc nationaliser le crédit. Rappelons à cet égard que la Yougoslavie a su imposer dans les régions sous-développées de la Macédoine, du Monténégro, et du district autonome de Kosovo-Metohia, 30 p. 100 des investissements nationaux, alors que ces régions ne comptent que 15 p. 100 de la population. En France, après la libération, lorsque la gauche était au Pouvoir, l'économie du pays a été remise sur pied grâce à des investissements massifs dans les secteurs clefs (Premier Plan). Les investissements de Lorraine ont atteint 100 milliards pour les houillères, 150 milliards pour la sidérurgie et 80 milliards pour l'énergie.

4) Là où l'initiative privée est défaillante, il faut créer un secteur national industriel. C'est le cas du Sud-Ouest, où les capitaux privés se refusent à favoriser l'industrialisation. Les entreprises publiques sont donc nécessaires.

### Les travailleurs sauront-ils s'unir ?

Les travailleurs du Sud-Ouest sauront-ils s'unir pour défendre leur avenir menacé. Certes le problème du développement du Sud-Ouest n'est plus seulement l'affaire des spécialistes. De nombreuses organisations sont conscientes du problème et se rendent bien compte que demain il serait trop tard car la région serait



...Le Sud-Ouest donne des fonctionnaires au reste de la France.

vidée de ses éléments les plus dynamiques et vouée à un dépérissement irrémédiable, car on descendrait au-dessous des seuils en deçà desquels il n'y a plus de développement possible. Certaines initiatives ont montré une réelle prise de conscience et la maturité des organisations syndicales ce fut la solidarité du monde paysan exprimé aux mineurs de Decazeville. Ce fut la conférence de presse des responsables C.G.T. de Sud Aviation définissant à propos de l'affaire Caravelle une politique de l'aéronautique conforme à l'intérêt des travailleurs. La paysannerie du Sud-Ouest s'est donné des structures régionales afin de poser le problème de l'avenir de la région. A Mazamet s'est formé un comité pour la défense de l'emploi et son avenir économique (C.G.T., C.F.D.T. et F.O.). On a vu un colloque régional du comité d'action laïque poser à Toulouse le problème de l'enseignement dans le cadre de la région Midi-Pyrénées. Mais ces initiatives sont dispersées alors que la situation réclame l'ouverture d'un front uni de lutte de toutes les organisations intéressées pour sauver la région. La définition démocratique d'un contre-plan est le préalable à l'organisation de puissantes luttes des travailleurs du Sud-Ouest.

# LES JEUNES ET LE SOCIALISME

**Nous commençons aujourd'hui une série d'articles de notre camarade Kergoat sur les problèmes de la jeunesse et les possibilités d'intervention politique sur ces problèmes. Nous espérons que ces articles serviront d'introduction à un large débat.**

Sur une population totale de 46.000.000 d'habitants, la France compte à l'heure actuelle 6.000.000 de jeunes entre 15 et 24 ans. A lui seul, ce chiffre doit faire réfléchir. L'audience de la jeunesse est, il est vrai, un problème éternel pour les organisations socialistes. Mais ce problème présente à l'heure actuelle des caractères particuliers d'urgence, non seulement en raison de la courbe démographique, mais aussi parce que si le socialisme peut s'imposer en France, c'est sur cette génération qu'il devra s'appuyer.

## Quels jeunes ?

Il est d'abord nécessaire, bien entendu, de définir ce que nous entendons par « jeunes ». Et ce n'est pas là chose facile. La confusion est d'autant plus aisée que les groupements abondent où l'on utilise l'adjectif « jeunes » : jeunes médecins, jeunes agriculteurs, etc. Il importe de se rendre compte qu'il s'agit dans la plupart de ces cas de médecins ou d'agriculteurs qui sont en effet relativement jeunes par rapport à l'ensemble de la profession, mais non de véritables « jeunes » qui seraient agriculteurs ou médecins.

Alors, quelle définition, et quelle limite d'âge ? La limite inférieure est assez facile à déterminer : 15-16 ans. La limite supérieure est plus fluctuante et plus difficile à fixer. Pour les jeunes des deux sexes, un repère existe à coup sûr : il s'agit du mariage. Pour les jeunes, du sexe masculin, la période du service militaire est aussi un point de repère. Non en raison du rôle formateur qu'on lui attribue volontiers (il faut avoir fait son service militaire pour « être un homme »), mais parce qu'il est souvent admis que c'est après le service militaire que se pose pour le jeune le problème de gagner sa vie, d'être autonome par rapport à la structure familiale, voire de se marier. Les sur-sitaires, et donc en majeure partie les étudiants, forment de toute évidence un cas à part, dont la situation, passé vingt ans, est beaucoup plus transitoire, oscillante, entre l'état jeune et l'état adulte. Prolongeons de quelques années la date de sortie du service militaire (il y a une période d'adaptation au travail et à l'indépendance où la situation du jeune ou de l'ex-jeune est très ambiguë), réservons des cas d'exceptions, plus nombreux qu'on ne le croit, et nous en arrivons, en gros, à la limite supérieure de 24 ans.

16-24 ans, très schématiquement, et sans méconnaître les différenciations qui existent entre les 16-18 ans, les 18-20 ans, etc. C'est donc la tranche d'âge qui nous intéressera quand nous parlerons des « jeunes ». Signalons tout de suite qu'il est prévisible que ces limites deviendront très vite 15-23 ans, voire 14-22 ans.

## L'intervention politique en milieu jeune

Quel problème le parti doit-il se poser par rapport à ces jeunes ? Il lui faut, bien sûr, souhaiter que le plus grand nombre d'entre eux rejoignent ses jeunes militants. Mais ce ne serait là que le résultat de son action, le couronnement de celle-ci dans la mesure où elle est politiquement juste et correctement menée.

Dans l'immédiat, le parti doit aider les jeunes à se dégager de la pression extraordinairement contraignante que l'idéologie bourgeoise et les structures néo-capitalistes font peser sur eux ; il doit voir quels sont les véritables problèmes qui se posent à la jeunesse et montrer que seules les solutions socialistes répondent à l'attente des jeunes. Pour cela, il est des démarches à éviter. La première est de penser que l'intervention politique en milieu jeune ne se différencie pas de l'intervention politique en général. On aborde alors les jeunes avec les thèmes politiques généraux habituels. On obtient alors trois types de réac-

suffisamment informés des problèmes politiques pour être en mesure de comparer plusieurs types de solution. Ce n'est pas le cas des jeunes, dont l'indifférence politique est en général très grande (voir tableau ci-dessous).

La deuxième démarche à éviter est celle qui est à l'heure actuelle particulièrement illustrée par le Parti communiste. On attire les jeunes par des grands bals, des concours de guitare électrique, des pages et des pages traitant des chanteurs à la mode, etc. (le dernier numéro de « Nous les garçons et les filles » titre sur le mariage de Johnny et de Sylvie). Une fois les jeunes attirés, on plaque, artificiellement, pendant le bal, le discours « politique » d'un quart d'heure ; dans le journal la page « politique ». On peut, à la limite, s'interroger sur l'honnêteté d'une telle attitude, qui ressort plus de la technique de manipulation des masses que de la prise de conscience politique. On peut aussi s'interroger sur son efficacité : il est

grès. » On reconnaît là le paternalisme bon enfant dont se servent volontiers les classes dirigeantes vis-à-vis de la jeunesse. En fait, les jeunes sont embrigadés sur de grandes proclamations théoriques, tout en acceptant parfaitement dans la vie de tous les jours le moule imposé par le néo-capitalisme.

Et c'est là que ces deux modes d'intervention apparaissent en fait relativement semblables : l'un s'habille plus volontiers du masque du dogmatisme, l'autre du masque de l'opportunisme, mais c'est là leur seule différence. Alors, que faire ?

Une troisième voie peut être définie : il s'agit de partir effectivement des problèmes quotidiens qui se posent aux jeunes et de faciliter, à partir de ces problèmes, une prise de conscience plus large qui leur fasse percevoir la réalité de l'emprise néo-capitaliste et sa nocivité, et qui les amène à comprendre la justesse des solutions socialistes. Mais pour cela, il est bien sûr nécessaire de ne pas accepter de façon passive les modes et les engouements quotidiens des jeunes : il est nécessaire de partir de là, mais en sachant adopter une attitude critique quand cela est nécessaire. Un débat sur la chanson peut être un bon thème pour une première réunion d'un groupe de jeunes, mais des leçons politiques ne pourront en être tirées que si l'on sait montrer que le « yé-yé » (pris comme phénomène d'ensemble, et non pas seulement sous son aspect strictement musical) correspond dans ses grandes lignes aux diverses tentatives du capitalisme moderne d'accentuer l'aliénation et l'exploitation par les loisirs, en même temps qu'on canalise ainsi le potentiel revendicatif vers les révoltes individuelles qui précèdent généralement de peu l'acceptation sans joie de la société telle qu'elle est.

Il reste qu'un tel mode d'intervention est souvent plus facile à décrire qu'à mettre en pratique. On ne peut en tout cas bien voir ses applications concrètes sans examiner de plus près les problèmes qui se posent aujourd'hui aux jeunes.

Jacques Kergoat.

**LA SEMAINE PROCHAINE :**  
Le travail et les loisirs

## SPORT

Tennis de table

On ne peut parler de match, la différence de classe étant trop grande. Les joueurs et joueuses français ne savent que jouer la défense. Seul, le jeune Evrard, très applaudi, a montré des possibilités de progrès et a su perdre avec panache en réalisant le meilleur score, faisant mieux que Purkart, le champion de France.

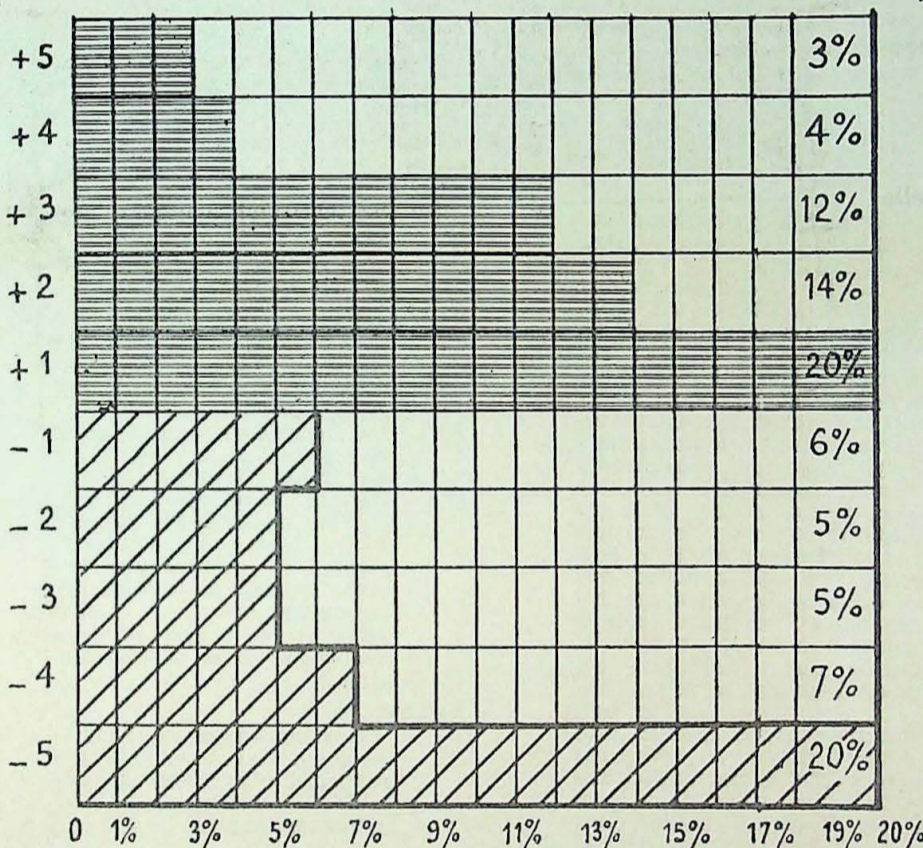
L'intérêt de la soirée était basé sur les matches-exhibitions entre deux joueuses chinoises et surtout entre Chuang Tsé-toung et Li Fu-jung, respectivement numéros mondiaux un et deux, matches qui ont tenu leurs promesses.

Les joueuses ont montré qu'elles auraient certainement battu notre équipe masculine. Le match entre les deux super champions fut un véritable feu d'artifice. Ce qui caractérise le jeu des Chinoises, c'est la rapidité et l'attaque. Par ailleurs, lorsqu'elles jouent la défense, ils la jouent à deux mètres de la table, alors que les Français sont à quatre mètres, ce qui les donne toujours battus sur les amorces.

Donc encore un long chemin à parcourir pour les Français pour atteindre la classe internationale. Une très belle soirée avec un public courtois, mais il est vrai qu'il n'y avait pas de contestation possible.

Pierre Barjodès.

Les enquêteurs ont demandé aux jeunes interrogés de situer leur « intérêt pour la politique en général » sur une échelle graduée de +5 à -5, le point +5 représentant un très grand intérêt et le point -5 un désintérêt complet.



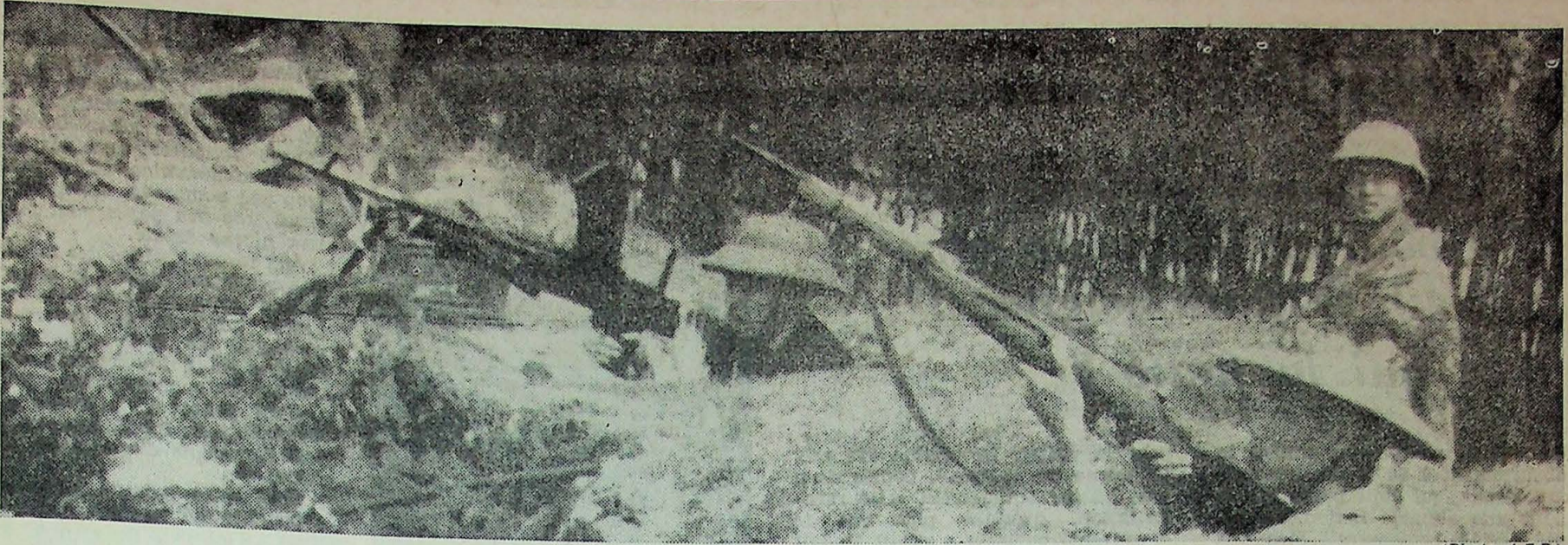
En fait, il n'y a guère que les grades supérieurs (plus 4 et plus 5) qui sont significatifs d'un intérêt réel pour les problèmes politiques. Ceci est confirmé par la réponse à une autre question : « Vous arrive-t-il d'avoir avec vos amis, vos proches, des discussions politiques ? » Pour 8 p. 100 seulement des jeunes, ces discussions sont fréquentes. Le pourcentage à retenir semble donc bien tourner autour de 8 p. 100 et 9 p. 100 des jeunes. Pourcentage faible, si l'on considère que l'enquête a été faite au moment de la guerre d'Algérie, et que 68 p. 100 des jeunes interrogés considéraient l'Algérie comme le premier problème politique français.

tions, toutes également négatives. Dans le 1<sup>er</sup> cas, les jeunes ont l'impression qu'il s'agit de « la politique », ce qui correspond pour eux à un genre de sport généralement réservé aux adultes, et d'ailleurs peu excitant. Dans le 2<sup>e</sup> cas, ils ont peur qu'on ne veuille les « embrigader » et répondent par un mouvement instinctif de réserve. Dans le 3<sup>e</sup> et le moins mauvais des cas, ils ont de toute manière l'impression qu'on leur demande d'adhérer à un apriorisme idéologique qu'ils n'ont guère eu le temps d'approfondir.

Ces réactions sont compréhensibles : ce type d'intervention ne vaut en effet qu'auprès d'individus

intéressant de constater que les seuls endroits où les Jeunesses communistes ont encore une existence réelle sont les localités où les moyens de pression demeurent suffisants, c'est-à-dire dans les municipalités communistes. Mais il y a plus : un tel mode d'intervention politique n'est pas seulement inefficace en profondeur, il est aussi dangereux ; il importe de savoir en effet quelle justification théorique le P.C. accole à son attitude. A propos du « yé-yé », en particulier, une résolution de son dernier congrès déclare : « Le « yé-yé » n'est pas un phénomène indispensable au progrès social, mais il ne constitue pas non plus un obstacle à ce pro-





(Photo A.F.P.)

Le rapport des forces est modifié, mais le problème reste tout entier.

## VIETNAM

### La guerre s'étend. Il faut reconnaître l'autorité du Front National de Libération

La guerre du Vietnam continue à préparer la situation probablement la plus explosive que le monde ait connue depuis 1945, d'autant plus que les U.S.A. sont maintenant engagés dans des opérations massives à Saint-Domingue qui, pour eux, font partie de la même politique. Le président Johnson a déclaré le 2 mai que les Etats-Unis « ne peuvent ni ne veulent admettre la création d'un nouveau gouvernement communiste dans l'hémisphère occidental ». Comme apparemment ils ne l'admettent pas non plus pour l'hémisphère oriental, cela signifie que les Etats-Unis sont engagés dans une série d'opérations d'où peuvent sortir de plus vastes conflits. Johnson accuse le Vietnam du Nord et la Chine d'être derrière le Vietcong; il accuse Cuba d'être derrière les insurgés dominicains. D'où l'offensive américaine, le déploiement d'un arsenal ultra-moderne, et la menace d'intervenir désormais sur tout point du globe où se feront jour des actions révolutionnaires, ou communistes, lorsqu'il s'agit de points jugés d'importance stratégique pour le Pentagone.

Dans l'immédiat, les attaques américaines vont évidemment donner des résultats. Elles ont contraint le Nord-Vietnam et le Front national de libération du Sud-Vietnam à la défensive, et elles parviendront sans doute à réduire les insurgés dominicains, s'ils ne sont pas secourus. Mais ce genre de répressions a parfois des effets contraires : l'agression de Suez lancée par le gouvernement Mollet s'est soldée par un succès pour Nasser, et l'intervention américaine peut donner aux peuples d'Amérique latine une impulsion freinée depuis deux ans, et entraîner dans la péninsule indochinoise un affrontement majeur.

Les opérations au Vietnam, comme à Saint-Domingue, ont encore un caractère fragmentaire et discon-

tinu. La stratégie générale dans laquelle elles peuvent s'inscrire n'est pas claire, malgré l'importance et la variété des moyens de combat mis en œuvre. Mais ce qui est clair, c'est que cette stratégie rend actuellement impossible un cessez-le-feu, une négociation, ou même une confrontation des objectifs au cours d'une conférence internationale. A plus forte raison, l'O.N.U. est-elle impuissante à intervenir en tant que telle.

Le caractère massif de l'intervention américaine au Sud-Vietnam est évidemment destiné à empêcher l'armée de Libération nationale du Sud d'aborder une phase nouvelle d'opérations « régulières », coordonnées et concentrées, contre le gouvernement de Saïgon, tout autant qu'à interdire l'approvisionnement du Sud par le Nord. L'objectif du F.N.L. n'est évidemment pas, maintenant, de rejeter *directement* les forces américaines à la mer. Il ne peut être que de les obliger à se retirer en provoquant l'écroulement du gouvernement officiel de Saïgon. C'est pourquoi Pékin, Hanoï et le F.N.L. ont clairement indiqué ces temps derniers que, si une négociation était possible, elle ne pouvait avoir lieu qu'entre les U.S.A. et le gouvernement du Vietnam-Sud représenté par le F.N.L.

Dans une déclaration du 22 mars, constamment reprise depuis, le F.N.L. avait précisé que toute négociation serait inutile « tant que le F.N.L., unique représentant des 14 millions de Vietnamiens du Sud, n'aura pas une voix décisive ». Une déclaration commune des gouvernements soviétique et vietnamien du Nord affirmait à son tour, le 17 avril, que le F.N.L. est « le seul représentant légitime du Vietnam du Sud ». Le 22 avril, le *Quotidien du Peuple* de Pékin répétait la même chose et, le 30 avril, Chou En-lai

soulignait encore : « En aucune circonstance, il ne sera admis que l'impérialisme américain légalise le régime de marionnettes de Saïgon pour l'utilisation dans les conférences internationales. Le gouvernement chinois estime qu'à toute conférence internationale sur l'Indochine, le peuple sud-vietnamien devra être représenté non par le régime de marionnettes de Saïgon, mais par le Front national de libération. » Une représentation diplomatique du F.N.L. est établie à Moscou et à Pékin et, pratiquement, le F.N.L. est considéré comme un gouvernement par une série d'Etats.

Ces prises de position donnent tout son sens à la guerre, en particulier aux opérations que mène le F.N.L. pour obtenir l'écroulement du gouvernement de Saïgon, car cet écroulement enlèverait toute justification à l'intervention américaine. Une négociation avec le gouvernement de Hanoï, ou un cessez-le-feu sur les positions actuelles, ont de moins en moins de sens s'ils ne s'accompagnent pas d'une reconnaissance de la représentativité du F.N.L. et de sa direction. Ils peuvent même servir, comme l'indique le gouvernement chinois, à renforcer l'autorité du gouvernement Quat, c'est-à-dire celle des Américains. Sans l'intervention massive des U.S.A. depuis deux mois, il est probable que le gouvernement officiel de Saïgon aurait déjà succombé. Il est vraisemblable que les opérations massives et plus « régulières » que le F.N.L. avait et a mises sur pied visaient beaucoup plus à renverser le régime intérieur qu'à engager des batailles décisives contre les forces américaines. L'intervention massive de celles-ci a modifié les rapports de forces, mais elle n'a pas modifié le problème.

De Gaulle, dans son dernier discours télévisé, a déclaré sa « réprobation » de la guerre qui se poursuit au Vietnam. On est tenté de voir là une attitude pacifiste, neutre, devant l'intervention américaine. Mais de Gaulle abuse l'opinion, sans compter qu'il est piquant de voir l'homme qui a envoyé d'Argenlieu reconquérir l'Indochine en 1945, et qui n'a jamais désavoué la guerre qui aboutit à Dien-Bien-Phu, jouer aujourd'hui au protecteur des peuples vietnamiens.

Sa « réprobation » reste purement littéraire. Il n'ignore pas que ses propositions de conférences interna-

tionales n'ont aucune chance d'aboutir tant que la question du *pouvoir* à Saïgon ne sera pas tranchée. D'autre part, avec son astuce coutumière, il cache derrière ce rideau de fumée sa propre mainmise sur les îles « françaises » du Pacifique dont il a fait un polygone atomique aux ordres de sa politique nucléaire. Son seul geste a été d'expulser le consul américain de... Tahiti, île bien française, tout comme il invite les Etats d'Amérique latine à se défaire de la tutelle américaine tout en organisant des bases d'expériences militaires pour fusées à la Guyane ! Cette hypocrisie de la politique extérieure de de Gaulle reste celle de la « grandeur », et non celle de la paix.

C'est pourquoi les travailleurs de France ne peuvent faire aucune confiance à la soi-disant politique d'indépendance et de neutralité du général. Aujourd'hui, une politique d'indépendance vis-à-vis des entreprises impérialistes américaines consiste à aider le peuple vietnamien dans sa lutte de libération. C'est pour cela qu'il faut revendiquer, non seulement le retrait des troupes américaines, mais le *boycott du gouvernement de Saïgon*, la rupture des relations diplomatiques avec lui, et le soutien du pouvoir que constitue désormais le F.N.L. La solidarité avec le peuple vietnamien n'a rien à voir avec un appui, même léger, accordé au régime gaulliste et à son chef. De Gaulle a été contraint à signer la paix en Algérie avec le gouvernement du F.L.N. Si les Américains doivent être amenés à faire la même chose, c'est avec le gouvernement du F.N.L.

Pierre Naville.

#### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)).

La date du tirage approche : Placez les  
**BONS DE SOUTIEN à TRIBUNE SOCIALISTE**

# MÉDECINE

**Les assurés sociaux vont déboursier beaucoup plus pour se faire soigner : A qui la faute ?**

Pendant de nombreuses années, le remboursement à 80 % des honoraires médicaux, qui était prévu par la loi, fut une aimable fiction. La Sécurité Sociale remboursait bien aux assurés sociaux 80 % du prix des consultations et visites... mais sur la base d'un tarif dit d'autorité qui n'était appliqué par aucun médecin (1). Par exemple, un malade qui payait 1.000 francs anciens une consultation touchait seulement 320 francs, car la Sécurité Sociale estimait à 400 francs la consultation.

Si, depuis décembre 1959, le « ticket modérateur » (c'est-à-dire la part laissée à la charge de l'assuré social) a augmenté dans l'ensemble en ce qui concerne les produits pharmaceutiques (2), au contraire, depuis mai 1960, il est devenu réellement égal à 20 % en ce qui concerne les honoraires médicaux pour la majeure partie de la population française. En effet, le nouveau système a permis la conclusion d'accords entre, d'une part, la Sécurité Sociale, d'autre part les syndicats médicaux ou des médecins isolés (là où les syndicats médicaux n'ont pas joué le jeu des conventions, c'est-à-dire surtout la Seine et le Rhône).

Aujourd'hui, ce système est remis en cause. Les médecins conventionnés (qui représentent les quatre cinquièmes du corps médical) demandent une augmentation des tarifs (à Paris : 13 F au lieu de 12 F pour la consultation ; 21 F au lieu de 18 F

pour la visite). L'évolution des prix (et même des salaires), depuis deux ans, justifie entièrement cette revalorisation, d'autant plus que le « conventionnement » s'était traduit par une nette diminution des honoraires pratiqués. Les médecins conventionnés demandent également, comme il leur avait été promis, une « couverture » complète par la Sécurité Sociale, dont ils sont les principaux collaborateurs (3). Ils demandent, enfin, d'être traités comme des salariés au regard du fisc, ce qui serait logique puisque leurs revenus sont connus et qu'ils ne peuvent pas frauder les impôts comme les autres membres des professions non salariées (et les médecins non conventionnés).

Le gouvernement a refusé de prendre en considération ces légitimes revendications et les syndicats médicaux ont dénoncé les accords conclus. Les assurés sociaux vont donc retrouver la situation antérieure à compter du 5 mai.

Le Pouvoir invoque le déficit de la Sécurité Sociale. En réalité, ce déficit est imputable à des charges qui reviennent à l'Etat, mais que l'Etat fait supporter à la Sécurité Sociale : allocations supplémentaires d'invalidité et de vieillesse (ex-Fonds National de Solidarité), allocations spéciales aux vieux non salariés, dépenses anormalement incluses dans le prix de journée des hôpitaux (enseignement médical, recherche médicale, entretien des bâtiments, etc.). D'ailleurs, la

part des honoraires médicaux dans le budget de la Sécurité Sociale est très faible. En ce qui concerne l'assurance maladie, les deux principaux postes sont l'hospitalisation et la pharmacie. Certes, il existe quelques privilégiés et quelques féodaux de la médecine. Mais ils sont relativement



(Photo A.D.P.)

Ce n'est pas lui qui dégarrit les caisses de la Sécurité sociale...

l'éventail des revenus ne peut pas se faire à leur seul détriment. Sinon, la population laborieuse aura droit à une médecine de mauvaise qualité : les étudiants les mieux doués préféreront s'orienter vers des carrières plus rémunératrices et les praticiens, trop peu nombreux, multiplieront des actes trop peu payés pour maintenir leur niveau de vie.

Aux revendications des médecins, le gouvernement oppose le même refus qu'aux revendications des salariés. Fidèle serviteur du capitalisme, il n'accorde ses faveurs qu'aux bénéficiaires de profits fonciers, boursiers, industriels, commerciaux.

C'est pourquoi, militants et sympathisants du P.S.U. doivent engager une campagne d'explication et d'information.

Mais cette bataille défensive doit déboucher sur une bataille offensive. Aussi, d'ici peu de temps, *Tribune Socialiste* présentera à ses lecteurs les lignes fondamentales du programme « santé » du P.S.U.

Jean-François Kesler.

(1) Le cas de certains régimes spéciaux, comme celui des mines, doit être mis à part.

(2) Il est passé de 20 à 30 %, sauf dans quelques spécialités onéreuses, pour lesquelles il a été ramené, à l'inverse, à 10 %.

(3) Ils ont seulement obtenu une protection sociale réduite.

## LIVRES

Vient de paraître :

### HISTOIRE

**LA REPUBLIQUE DES ILLUSIONS**, Georgette Elgey. — Les circonstances de la naissance de la IV<sup>e</sup> République ; les négociations qui ont présidé à l'élaboration de la Constitution ; la lutte des partis entre eux, le conflit majeur de Gaulle-Parti communiste. — Ed. Fayard.

### DOCUMENTS

**QUE VEULENT LES TRAVAILLISTES**, Harold Wilson. — Dans ce livre, écrit à la veille des élections qui le porteront au pouvoir, H. Wilson analyse les causes de la crise que connaît actuellement l'Angleterre, et montre ce que le Parti travailliste désire. — Ed. Payot.

### NOUVELLE DISTINCTION POUR LE P.S.U.

Notre excellente camarade Françoise Mallet-Joris vient d'obtenir le Prix littéraire du Prince Pierre de Monaco pour l'ensemble de son œuvre.

Qu'elle reçoive ici les plus cordiales félicitations du P.S.U. et de « Tribune Socialiste ».

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi, Paris (XV)  
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle, Paris (XV)  
Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesguiche  
6, Avenue du Maine  
Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
58-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

## L'ouvrage de base de toute bibliothèque

**LE LITTRE**  
la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Hachette)

**L'ENTHOUSIASME DES ECRIVAINS !**  
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".

**JEAN PAULHAN**  
de l'Académie Française  
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

**MAURICE GARÇON**  
de l'Académie Française  
"Un cadeau royal et précieux".

**FRANÇOIS MAURIAU**  
de l'Académie Française  
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".

**MARCEL JOUHANDEAU**  
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".

**RAYMOND QUENEAU**  
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII<sup>e</sup>)  
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)  
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)  
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.  
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35  
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.  
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en sa cas libre de tout engagement.

Nom..... Profession.....  
Adresse..... Signature.....  
N<sup>o</sup> C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 5

LIVRES

Psychanalyse des banques

par J.-J. LAURENDON

« Revenons un instant à Georges Pompidou, directeur général de Rothschild Frères. Il a été choisi par le chef de l'Etat français pour préparer la négociation avec le G.P.R.A. parce que le général de Gaulle le connaissait et l'estimait personnellement depuis de nombreuses années ; mais, à ces qualités insignes, Georges Pompidou en ajoutait d'autres, dont nous voyons mieux désormais la réalité. Il connaissait admirablement, en tant que banquier, les aspects techniques, économiques et financiers du problème pétrolier au Sahara. Il était à tous points de vue l'homme de la situation. Qu'au cœur du grand drame algérien, nous trouvions, au XX<sup>e</sup> siècle, les Rothschild, n'est pas indifférent, si l'on pense à leur puissance conservée.

Le rôle de Georges Pompidou dans l'ombre du général de Gaulle depuis la fin de la deuxième guerre mondiale donne enfin quelque lumière sur une tendance actuelle de la vie politique française : la place grandissante des représentants des grandes affaires (banques, grosse métallurgie, industries pétrolières et chimiques) dans la direction gouvernementale. En particulier, depuis les changements de mai 1958, les hommes d'affaires et grands commis du capital contrôlent directement, parce qu'ils les occupent, les postes décisifs de la direction administrative et politique de l'Etat.

Les « politiciens » des « anciens partis » écartés des leviers de commande, c'est l'état-major des grandes corporations qui, de plus en plus, gère les affaires de l'Etat. Dans ce contexte nouveau, les Rothschild se trouvent en excellente place. Nous avons signalé que René Fillon, fidéicommissaire de Rothschild Frères, administrateur de nombreuses sociétés au titre de représentant des intérêts de la banque, avait été trésorier du Rassemblement du Peuple Français (R.P.F.), mouvement fondé par le général de Gaulle en 1946, après sa démission du pouvoir, et dont le parti Union pour la Nouvelle République (U.N.R.) est aujourd'hui la suite. Dans la pléiade d'hommes d'affaires qui ont apporté leur concours au gouvernement de Gaulle depuis 1958, les Rothschild, avec Pompidou, Fillon, René Mayer, et d'autres, ne sont pas au dernier rang.

Proches du pouvoir politique, renseignés sur ses intentions et ses projets, gestionnaires des affaires publiques, mis à même d'avoir quelque

influence sur la politique économique et la politique tout court, les Rothschild — avec les représentants d'autres groupes financiers — ont ainsi retrouvé une prise directe sur le pouvoir qui n'est pas un élément négligeable de leur puissance actuelle. Car dans la conduite des affaires publiques comme dans celle des intérêts privés, les relations personnelles, les moyens d'influence, la capacité d'être renseigné à temps sont des atouts de poids. Et les Rothschild le savent sans doute mieux que personne.

Ces quelques lignes qu'on pourrait croire avoir été extraites de la revue marxiste « Economie et Politique » sont, en réalité, un des nombreux témoignages apportés par Jean-Jacques Laurendon dans son livre Psychanalyse des banques (1).

L'auteur, qui dissimule sa véritable identité sous ce pseudonyme, est un orfèvre en la connaissance des milieux financiers, puisqu'il est, en fait, l'un des leurs ; derrière Jean-Jacques Laurendon se cache un banquier parisien bien connu qui apporte, dans un style alerte et plaisant, des informations que le public ne connaît qu'imparfaitement.

C'est ainsi qu'on révèle au lecteur comment la société Le Nickel, présidée par René Mayer, obtint en 1958, alors que son exploitation en Nouvelle-Calédonie donnait quelques signes d'inquiétude, de nombreux concours financiers émanant des pouvoirs publics, ce qui permit à cette entreprise de préserver ses profits et ceux de ses dirigeants (3 milliards d'AF pour 1958 et 1959).

Bien mieux, voyez comme le hasard fait bien les choses, la création du franc nouveau amena le ministre des Finances à décider que les nouvelles pièces seraient frappées dans une matière noble : le nickel ! Encore mieux, « en septembre 1959, Jacques Soustelle, alors encore ministre d'Etat, inaugurerait au cours d'un périple océanien une centrale hydro-électrique en Nouvelle-Calédonie, dont la construction relevait du budget d'Etat, mais dont le courant allait être utilisé dans les installations industrielles de la société Le Nickel ». Un exemple parmi bien d'autres !

A lire et à méditer.

Gérard Constant.

(1) Editions SEDIMO - Prix 15,40 F.

Le pillage du tiers-monde

par Pierre JALÉE

Depuis la conférence de Bandoeng dont nous célébrons cette année le dixième anniversaire, le tiers monde a pris conscience de son existence. Cette situation n'empêche par les pays sous-développés de subir toujours l'emprise économique des pays développés en dépit de la décolonisation. La tutelle de l'Occident maintient et souvent aggrave des situations depuis longtemps dramatiques. De tout cela, nous avons de vagues notions, un livre de Pierre Jalée nous fournit aujourd'hui des indications et des chiffres précis (1).

Des auteurs tels Pierre Moussa dans Les nations prolétaires, Gabriel Ardant dans Le monde en friche, ont déjà attiré l'attention sur un phénomène souvent mal cerné : le tiers monde, fournisseur d'une bonne part des richesses agricoles et minérales de la planète, est livré au pillage par le monde occidental depuis les grandes découvertes de la Renaissance. En Europe, voilà près d'un millénaire que les hommes ont soin de ménager la terre, ils savent que celle-ci n'est pas inépuisable, qu'elle risque de devenir stérile, si bonne soit-elle, par suite d'une exploitation inconsidérée. Dans le tiers monde, les colonisateurs européens, qui avaient pris en main le destin de ces régions, n'ont pas manifesté un tel souci. Parce que l'éten-

due des pays sous-développés ne les incitait pas à ce genre de précautions. Parce que, surtout, les Européens n'étaient pas chez eux et ne supportaient pas eux-mêmes les conséquences de ces négligences.

La pauvreté grandit

Pierre Moussa et Gabriel Ardant, dans leurs ouvrages, insistent sur la nécessité de mettre en valeur les pays sous-développés comme on avait mis jadis l'Europe en valeur et suggèrent un certain nombre de mesures que devrait prendre l'Occident pour réparer l'injustice dont certains des

siens s'étaient rendus responsables. Mesures beaucoup plus importantes à leur avis que l'envoi de bateaux de blé ou de boîtes de lait concentré qui a pour résultat de guérir l'opinion occidentale de ses troubles de conscience, mais nullement de porter remède aux misères des affamés.

Les bilans, les statistiques de Pierre Jalée montrent que les grands intérêts installés dans le monde développé n'ont tenu aucun compte de ces conseils, nuisibles à leurs profits. L'écart entre les pays riches et les pays pauvres n'a cessé de grandir durant ces dernières années.

« De 1948 à 1961, l'expansion commerciale des pays impérialistes a été beaucoup plus vive, en valeur, que celle du tiers monde. La balance des échanges entre les deux groupes de pays s'est détériorée pour le tiers monde. Enfin, tandis que les exportations des pays impérialistes sont devenues rapidement moins tributaires du tiers monde, celles de celui-ci sont devenues davantage dépendantes du groupe des pays impérialistes. En un mot, l'évolution des échanges durant cette période témoigne d'un renforcement objectif des liens de nature impérialiste qui asservissent le tiers monde aux pays capitalistes développés. »

Pierre Jalée décrit par le détail le processus à la faveur duquel le tiers monde, peu industrialisé, vend ses matières premières à l'Occident au cours les plus désavantageux tandis que celui-ci lui expédie des objets manufacturés toujours plus coûteux du fait du développement technologique. Sans doute, la décolonisation a-t-elle permis au tiers monde de remplacer les échanges bilatéraux avec les anciennes métropoles par des échanges multilatéraux. Mais, côté Occident, les grands intérêts, en réplique, ont formé des sortes de coopératives supra-nationales à la faveur d'organismes tels les Groupements pan-américains, la Communauté Economique Européenne, l'Association de Libre Echange, etc.

Parfois, l'Occident installe dans le tiers monde des industries de transformation, mais celles-ci, souvent, dépendent pour leurs ventes comme

pour leurs fournitures, presque entièrement du bailleur de fond d'outre-mer et ne profitent que très peu aux autochtones. Les chantiers navals, dont la firme allemande Krupp finance actuellement la construction à Bizerte, nous fournissent à cet égard un bon exemple d'actualité.

L'aide du camp socialiste

Et les pays socialistes ? Les chiffres de Jalée montrent que si l'aide de l'Est au tiers monde n'est pas politiquement désintéressée, elle ne vise manifestement pas à une emprise économique. Mais la majorité des échanges du tiers monde se font non avec le bloc oriental, mais avec l'Occident, du fait de la supériorité du potentiel industriel de celui-ci.

Pour Pierre Jalée, cependant, la situation n'est pas sans remède. Les pays du tiers monde, du fait de leur conquête de l'indépendance politique, ont la possibilité, non pas de créer de peu efficaces marchés communs de la pénurie, mais des espèces de syndicats de fournisseurs de matières premières qui parviendront d'abord à imposer leurs cours aux pays riches et, ensuite, avec ces ressources financières, à développer peu à peu leur industrialisation, conformément aux intérêts de leur peuple et non plus au profit de quelques groupes étrangers.

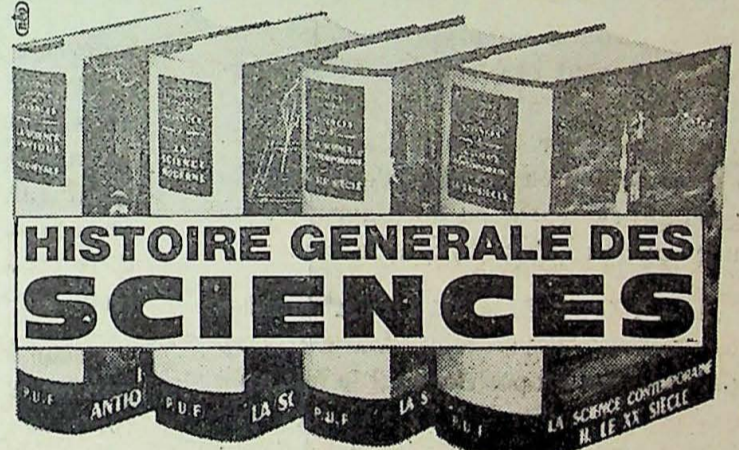
Tout cela, naturellement, suppose toute une mobilisation politique des peuples concernés dont ne parle pas le livre de Jalée, limité à l'aspect économique du problème, mais dont quelques événements actuels nous rappellent la nécessité. Les grands intérêts qui profitent de l'inféodation économique du tiers monde sont prêts en effet à se défendre par tous les moyens.

Ainsi se trouve posé pour les socialistes d'Occident le problème d'une aide véritable de leurs pays au tiers monde qui n'ait rien de commun avec la coopération néo-colonialiste.

Jacques Vivien.

(1) « Le pillage du tiers monde », par Pierre Jalée, Maspero, édit.

un outil de haute culture accessible à tous



Indispensable à tous ceux - savants, ingénieurs, médecins - qui ont approfondi une discipline scientifique et qui se doivent d'en connaître l'histoire, voici une grande œuvre collective qui a sa place également marquée dans la bibliothèque de toute personne cultivée, même de formation bien différente. Car elle retrace dans des termes que tous peuvent comprendre, une extraordinaire aventure qui nous concerne tous : celle de l'esprit humain, conduit de découverte en découverte, depuis les formules empiriques des arpenteurs ou des médecins de l'ancienne Egypte jusqu'à la maîtrise de l'atome et du cosmos. Sous l'égide des célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 100 érudits et savants - parmi lesquels on relève des noms aussi prestigieux que ceux de L. et M. de Broglie, J. Rostand, G. Bachelard, Dupont-Sommer, etc. ont réalisé cette œuvre présentée en 4 forts volumes 18x24, reliés pleine toile sous jaquette couleur, totalisant plus de 3.000 pages et illustrés de 208 planches hors texte et de 138 figures : I - La Science Antiquité et Médiévale, II - La Science Moderne, III & IV - La Science Contemporaine. L'ensemble vous est adressé franco par la Librairie PILOTE au prix réduit de 200 F (ou 3 mensualités de 69 F ou 10 mensualités de 22 F) et avec le DROIT DE RETOUR qui vous permet, si vous êtes déçu, de renvoyer le colis dans les 5 jours. Mais hâtez-vous d'adresser le bon de commande ci-dessous car ces prix exceptionnels ne pourront être maintenus lorsque le tirage actuel sera épuisé.

pour 22 F par mois.

Quelques opinions  
 « Cet excellent ouvrage de bibliothèque est... indispensable à tous ceux qui veulent rester au courant de l'évolution des sciences modernes. (SCIENCE ET AVENIR). - « Livre utile et nécessaire aussi bien pour les adultes que pour les étudiants ». (LA PRESSE MEDICALE) - «...destiné à tous les publics, du profane au spécialiste » (LES LETTRES FRANÇAISES) - « Cette œuvre fait honneur à notre pays et doit être comptée parmi le petit nombre de livres de base d'une bibliothèque bien composée ». (LES ETUDES).

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII<sup>e</sup>  
 Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES SCIENCES. Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 4 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai  200 F comptant  en 3 mensualités de 69 F  en 10 mensualités de 22 F.  
 Nom .....  
 Adresse .....  
 Profession .....  
 N° de C.C.P. ou bancaire .....  
 Signature

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04  
 Permanent de 14 h. à 24 h.  
 Semaine du 5 au 11 mai  
**PAS QUESTION LE SAMEDI**

# LES EQUIVOQUES D'UN REGROUPEMENT

**L**A mode est donc au regroupement et il devient de plus en plus difficile de s'y reconnaître dans cette débauche de conventions qui souvent se chevauchent autant qu'elles s'opposent. De la droite à la gauche, chacun veut faire tomber les barrières, associer les uns et exclure les autres, fixer les étapes, mettre au point des mécanismes ingénieux capables de faciliter le ralliement des hésitants. Chacun a son opinion sur les regroupements auquel il ne participe pas et Waldeck Rochet ne voit pas plus d'inconvénients au regroupement de la gauche non communiste que Gérard Jaquet n'en voit à celui des conservateurs libéraux.

Mais cette agitation brouillonne, si elle fait le délice des initiés — vieux ou jeunes — s'est jusqu'ici avérée incapable d'intéresser sérieusement l'opinion, encore moins d'arracher une réelle adhésion populaire. Face à la grande simplification gaulliste, ces tentatives avant tout tactiques et qui laissent trop souvent de côté le problème essentiel des objectifs et du programme, ne font manifestement pas le poids. C'est pourquoi le P.S.U. n'a pas cru jusqu'ici devoir s'inquiéter des sollicitations pressantes dont il était l'objet de la part de gens qui cherchent en lui beaucoup plus une caution qu'un partenaire réel.

A son tour, dans le dernier numéro du *Nouvel Observateur*, Alain Savary présente des propositions ; il le fait avec sa rigueur habituelle. Le rôle joué par lui dans la formation du P.S.A., puis du P.S.U., l'estime et l'amitié que lui gardent ses anciens camarades de parti, les conduisent à souhaiter avec lui un dialogue sérieux, surtout quand ils ne pensent pas comme lui.

L'essentiel est d'abord de situer le point exact du désaccord, qui ne porte pas sur l'idée même de regroupement. Les hommes qui depuis dix ans, partis d'organisations diverses, ont constitué d'abord la nouvelle gauche ou le M.L.P., puis l'U.G.S. ou le P.S.A., enfin le P.S.U., savent par expérience ce qu'il en coûte de dépasser un patriotisme étroit, de rompre parfois des amitiés ou des traditions acquises, pour construire difficilement avec d'autres une organisation plus vaste et plus efficace, capable d'entraîner à sa suite ceux qui jusqu'alors ne s'étaient pas engagés. Ils savent que les étapes déjà franchies ne représentent nullement un terme et qu'il leur faudra en aborder d'autres, s'ils veulent donner un contenu réel au

qualificatif d'« unifié », qu'avec Alain Savary, ils donnèrent à leur parti. Ce n'est donc pas sur le principe du regroupement que porte leur divergence, mais sur les conditions à y mettre, les limites à lui fixer, l'axe autour duquel le construire.

*Référence aux principes du socialisme démocratique*, nous dit-on. L'insuffisance d'un tel critère saute aux yeux. C'est au nom du socialisme démocratique qu'ont été montée l'expédition de Suez, qu'a été prôné le ralliement au régime gaulliste. Nous ne remuons pas cette eau sale par plaisir, mais parce qu'aujourd'hui comme hier, s'affirme au sein de la S.F.I.O. un divorce permanent entre des affirmations générales qui emportent l'adhésion et une pratique journalière qui en est le démenti cinglant. La condamnation des alliances centristes par les leaders S.F.I.O. ne date que de quelques mois ; elle vient de trouver son application dans les combinaisons municipales de Toulouse, de Lille, de Lyon ou de Nantes. Les prétentions de Gaston Defferre à devenir le candidat de la gauche ont trouvé leur prolongement à Marseille dans les alliances qui en ont fait l'élu de la droite. Le scandaleux silence de la S.F.I.O. sur le Vietnam ou sur Saint-Domingue montre mieux que bien des discours à quel point ce parti reste inféodé au bloc atlantique.

Cette distorsion constante entre les paroles et les actes est la marque de toute organisation dans laquelle le poids des notables tend à l'emporter sur celui des militants, tandis que l'intérêt des « barons » au-dessus de toutes sanctions l'emporte sur les décisions des instances régulières. Dans ces conditions, vouloir faire d'une S.F.I.O. féodalise l'axe d'un regroupement de la gauche, c'est donner à cet éventuel rassemblement des bases plus qu'équivoques. On peut douter qu'une telle perspective puisse séduire suffisamment de syndicalistes, de membres des clubs, d'inorganisés pour convaincre l'opinion publique de la réalité d'un renouveau.

On connaît la position des partisans du regroupement sur les rapports avec le Parti communiste ; elle se fonde sur le postulat que pour collaborer utilement avec le P.C., il faut d'abord constituer une force égale à la sienne. Nous avons déjà dit bien des fois qu'une telle stratégie impliquait qu'on recherche ailleurs le soutien qu'on refusait de prendre sur sa gauche, et Gaston Defferre a fort bien démontré à Marseille

de quel côté il fallait se tourner. Nous avons marqué également que si l'évolution du P.C.F. était pour toute la gauche, le problème essentiel, ce n'est certainement pas une tactique d'attente passive débouchant sur la mise au ghetto qu'on faciliterait une telle évolution.

Au fond, Alain Savary reste prisonnier du schéma qu'il traçait déjà en 1962 lorsqu'il niait l'existence d'une troisième voie entre le socialisme dit démocratique et le communisme. Dans cette optique, le choix est personnel entre les deux versions, également traditionnelles, qui depuis quarante-cinq ans se partagent les forces du mouvement ouvrier. Dès lors et pour des années, le dialogue de sourds peut continuer entre les deux camps — il y aura toujours des Roger Quillot et toujours des officiels du Parti communiste pour le poursuivre — on constatera régulièrement, de part et d'autre, que les différents idéologiques subsistent ; on constatera non moins régulièrement des marchandages électoraux dans lesquels, l'expérience des municipales l'a en effet montré, les électeurs se reconnaissent de moins en moins. Il n'y a dans tout cela aucune chance de modification des données politiques actuelles.

Mais il existe une autre voie : celle qui consiste à ne pas considérer comme permanentes les divisions du passé, à donner la priorité absolue aux options portant sur les problèmes de l'heure et débouchant sur des actions immédiates et concrètes, à subordonner les regroupements futurs à des accords de programme engageant les partenaires éventuels dans une voie sans équivoque. Cette voie n'implique aucune tentation d'isolement, mais au contraire un constant souci d'ouverture et d'élargissement aussi bien vers les formations politiques socialistes que vers les militants non encore engagés.

Sur un plan plus concret, il est bien évident que si la campagne présidentielle n'a pas jusqu'ici passionné l'opinion, la raison essentielle est à chercher dans l'incapacité des candidats et formations politiques à formuler clairement les grandes options entre lesquelles devront trancher les électeurs sur le plan des luttes économiques et sociales, sur le plan des institutions, sur le plan des choix internationaux. D'abord un programme d'alternative au gaullisme et de rénovation socialiste, ensuite seulement un candidat.

Marc Hourçon.